



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL

DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government
Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right
of Canada, in accordance with the terms and conditions
set out herein, referred to herein or attached hereto, the
goods, services, and construction listed herein and on any
attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL Division/Services
professionnels en informatique - division EL

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet TBIPS Omnibus 47419-211212 SPICT SERVICES PROF INFORMATIQUE	
Solicitation No. - N° de l'invitation 47419-211212/A	Date 2021-01-18
Client Reference No. - N° de référence du client 47419-211212	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-SEL-629-38925	
File No. - N° de dossier 629el.47419-211212	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-02-08 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Morin, Sylvie	Buyer Id - Id de l'acheteur 629el
Telephone No. - N° de téléphone (613) 859-0761 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE SOUMISSIONS

POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA) POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)

DIVERSES CATÉGORIES DE RESSOURCES PROFESSIONNELLES EN INFORMATIQUE (VOIR CI-INCLUS)

POUR L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Ancien fonctionnaire
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions
- 2.7 Données volumétriques
- 2.8 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions
- 3.2 Section I : Soumission technique
- 3.3 Section II : Soumission financière
- 3.4 Section III : Attestations

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Évaluation technique
- 4.3 Évaluation financière
- 4.4 Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.2 Capacité financière

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

7.1 Exigences

7.2 Autorisation de tâche

7.3 Garantie des travaux minimum

7.4 Clauses et conditions uniformisées

7.5 Exigences relatives à la sécurité

7.6 Utilisation des équipements de protection individuelle et lignes directrices en matière de santé et de sécurité au travail (SST)

7.7 Durée du contrat

7.8 Responsables

7.9 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

7.10 Paiement

7.11 Instructions relatives à la facturation

7.12 Attestations

7.13 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

7.14 Lois applicables

7.15 Ordre de priorité des documents

7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

7.17 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.18 Exigences en matière d'assurances

7.19 Limitation de la responsabilité - gestion de l'information ou technologie de l'information

7.20 Entrepreneur - coentreprise

7.21 Services professionnels - général

7.22 Préservation des supports électroniques

7.23 Déclarations et garanties

7.24 Règlement des différends

7.25 Responsabilités relatives au protocole d'identification

Liste des annexes du contrat subséquent:

Annexe A Énoncé des travaux

Appendice A de l'annexe A - Procédures d'attribution de tâche,
Appendice B de l'annexe A - Formulaire d'autorisation de tâche,
Appendice C de l'annexe A - Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponses,
Appendice D de l'annexe A - Attestations à l'étape de l'autorisation de tâche TA stage;

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Liste des pièces-jointes de la demande de soumissions :

Pièce-jointe 1 – formulaire de présentation des soumissions

Pièce-jointe 2 – Critères d'évaluation des soumissions – Critères obligatoires

Pièce-jointe 3 – Critères d'évaluation des soumissions – Critères cotés

Liste des pièces-jointes de la partie 5:

Pièce-jointe 5.1: Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation

Formulaires :

Formulaire 4 – Instruments de paiement électronique

DEMANDE DE SOUMISSIONS

**POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT EN
MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA) POUR DES SERVICES
PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)**

**DIVERSES CATÉGORIES DE RESSOURCES PROFESSIONNELLES EN
INFORMATIQUE
(VOIR CI-INCLUS)**

**POUR
L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA**

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

Dans le présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à la demande de soumissions. Le document contient sept parties, ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : Renferme une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions.

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission.

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.

Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : renferme les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir.

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin de l'Agence des services frontaliers du Canada (le « **client** ») en matière de SPICT dans le cadre de l'AMA pour des SPICT.

- (b) Il est prévu qu'au plus 2 contrats seront attribués. Chaque contrat aura une durée de 1 an et sera assorti de 4 options irrévocables d'une année qui permettront au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour en savoir plus sur le filtrage de sécurité du personnel et de l'organisation ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (APTGP) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).
- (e) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; voir la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, et la pièce jointe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».
- (f) Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, « Instructions à l'intention des soumissionnaires », et la partie 3, « Instructions pour la préparation des soumissions », de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.
- Seuls les titulaires d'AMA pour des SPICT qui détiennent un AMA pour des SPICT au palier 2, au moment de la clôture des soumissions, dans toutes les catégories de ressources requises dans cet appel d'offres et dans la région de la capitale nationale dans le cadre de la série d'AMA n° EN578-170432 peuvent soumissionner. L'AMA pour des SPICT n° EN578-170432 est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les conditions en lettres majuscules qui ne sont pas définies dans la présente demande de soumissions ont le sens qui leur a été donné dans l'AMA pour les SPICT.
- (g) Les catégories de ressources énumérées ci-dessous doivent être fournies sur demande, conformément à l'annexe A de l'AMA pour des SPICT.

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	NOMBRE ESTIMATIF DE RESSOURCES REQUISES
I.11 Architecte de technologie	NIVEAU 3	15
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 3	3

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du ou des contrats subséquents.
- (c) Le document 2003 (2020-05-28), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de contradiction entre les dispositions du document 2003 et celles du présent document, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévalent.
- (d) Le paragraphe 3.a. de l'article 01 « Dispositions relatives à l'intégrité – soumission » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :
 - a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#). Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms,
- (e) Le paragraphe 4 de l'article 05 « Présentation des soumissions » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours
- (f) Le paragraphe 1 de l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postel » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 1. Télécopieur

En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) **par l'entremise du service Connexion postel** au plus tard à la date et à l'heure indiquées sur la page 1 de la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui doivent s'inscrire au service Connexion postel, l'adresse courriel à utiliser est : tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca. **Les soumissionnaires intéressés doivent s'inscrire quelques jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.**

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les

instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

- (b) En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis, n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et de satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

(b) Définitions

Aux fins de cette clause, « *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un particulier qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de cessation d'emploi, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « *pension* » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17; à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3; à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10; à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11; à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5; et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

(c) Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](#).

(d) Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est effectué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées, à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante conformément à l'article intitulé « Demandes de renseignements en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.7 Données volumétriques

Les données "Nombre estimatif de ressources requises" ont été fournies aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services précisés dans la présente demande de soumissions correspondra à ces données. Elles sont fournies à titre d'information seulement.

2.8 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- (i) Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - (ii) Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

(a) Transmission d'une soumission à l'aide du service Connexion postal

- (i) Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.
- (ii) La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme suit :
 - (A) Section I : Soumission technique
 - (B) Section II : Soumission financière
 - (C) Section III : Attestations
- (iii) Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.
- (iv) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » à <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2003/23#transmission-par-telecopieur>.

(c) Présentation de la soumission : Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (i) utiliser un format de page de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
- (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
- (iii) inclure une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
- (iv) inclure une table des matières.

(d) Politique d'achats écologiques du Canada : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

(e) Présentation d'une seule soumission :

- (i) Un soumissionnaire et ses entités liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou ses entités liées participent à plus d'une soumission (participer signifie faire partie du groupe soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada donnera deux jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer laquelle des soumissions devra être prise en compte par le Canada. À défaut de respecter ce délai, toutes les soumissions visées seront rejetées.
- (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une personne qui s'est

incorporée, d'une société de personnes, d'une société de personnes à responsabilité limitée, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :

- (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, personne qui s'est incorporée, société de personnes, société de personnes à responsabilité limitée, etc.);
 - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
 - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre organismes ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
 - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.

(i) **Expérience de la coentreprise :**

- (i) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et de dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il faisait partie d'une coentreprise avec le tiers N, cette expérience ne peut pas être utilisée, car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise soumissionnaire.

- (ii) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par le membre A;
- les contrats signés par le membre B;

- les contrats signés par les membres A et B en tant que coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation de la soumission** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation de la soumission – pièce jointe 1 à leur soumission. Il s'agit d'un formulaire commun dans lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, comme le nom d'une personne-ressource ou le numéro d'entreprise – approvisionnement du soumissionnaire. L'utilisation de ce formulaire pour présenter des renseignements n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation de la soumission sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
- (ii) **Exigences relatives à la sécurité** : On demande aux soumissionnaires de fournir, avec leur soumission, les renseignements de sécurité suivants pour chaque ressource proposée, avant ou à la date de clôture des soumissions.

RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ	
Nom de la personne tel qu'indiqué sur le formulaire de demande d'autorisation de sécurité	
Niveau de l'autorisation de sécurité obtenue	
Période de validité de l'attestation de sécurité obtenue	
Numéro de dossier du formulaire « Certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité »	

Si le soumissionnaire n'a pas inclus les renseignements de sécurité dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ces renseignements pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas fourni les renseignements de sécurité pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

- (iii) **Justification de la conformité technique** :

- (A) **Critères techniques obligatoires** : Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 2, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera jugée non conforme et sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 2, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du

document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

- (B) **Critères techniques cotés** : Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 3, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera cotée en conséquence. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 3, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (iv) **Pour les ressources proposées** : La soumission technique doit comprendre le nombre de curriculum vitae, par catégorie de ressources, selon ce qui est indiqué à la pièce jointe 2. Une même personne ne doit pas être proposée dans plus d'une catégorie de ressources. La soumission technique doit démontrer que chaque personne proposée satisfait aux exigences de qualification décrites (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail, et d'accréditation professionnelle). Quant aux ressources proposées :
- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire attribuerait une partie du travail (voir la Partie 5, Attestations).
- (B) Pour les exigences en matière d'études, de titre ou de certificat, TPSGC ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions. Si le diplôme, le titre ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, on demande au soumissionnaire de fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux. Si le soumissionnaire n'a pas inclus la copie des résultats dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera la possibilité de la fournir pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas soumis la copie des résultats dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.
- (C) Quant à l'expérience de travail, TPSGC ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'un programme Coop formel, suivi dans un établissement postsecondaire.
- (D) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., 2 ans), TPSGC ne tiendra pas compte de cette expérience si la soumission technique ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). TPSGC n'évaluera que la période au cours de laquelle la personne a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la personne jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la personne a participé.
- (E) Pour que l'expérience de travail soit considérée par le Canada, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais elle doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées dans ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que les

exigences de qualification, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

(v) **Coordonnées de clients cités en référence :**

(A) Le soumissionnaire doit fournir des références de clients. Elles doivent toutes confirmer, si TPSGC le demande, les faits énoncés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est requis à la pièce jointe 2 et à la pièce jointe 3.

(B) La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :

[Exemple de question destinée aux clients cités en référence : « [Nom du soumissionnaire] a-t-il fourni des services de [décrire les services et, le cas échéant, les délais dans lesquels ces services ont dû être fournis] à votre organisation? »

___ *Oui, le soumissionnaire a fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.*

___ *Non, le soumissionnaire n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.*

___ *Je ne veux pas ou ne peux pas fournir de renseignements au sujet des services décrits ci-dessus.*

(C) Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel, et la vérification des références se fera par courriel.

Le soumissionnaire doit en outre indiquer le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle accepte d'être citée en référence. Des références de l'État seront acceptées.

3.3 Section II : Soumission financière

(a) **Prix :** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à la base de paiement indiquée à l'annexe B . Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. À moins d'indication contraire, les soumissionnaires doivent inscrire un seul taux quotidien ferme, tout compris, en dollars canadiens, dans chacune des cellules nécessitant une inscription dans les tableaux des prix.

(b) **Variation des taux pour les ressources par période :** Pour une catégorie de ressources donnée, lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à une catégorie de ressources pour des périodes différentes :

- (i) le taux présenté dans la soumission ne doit pas augmenter de plus de 5 % d'une période à une autre;
- (ii) le taux présenté dans la soumission pour une même catégorie de ressources pour toute période subséquente ne doit pas être inférieur au taux présenté dans la soumission pour la période comprenant le premier mois de la période initiale du contrat.

(c) **Variation des taux pour les ressources par niveau :** Lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à différents niveaux d'expérience dans une même catégorie de ressource et pour la même période, pour cette catégorie de ressource et cette période :

- (i) le taux soumis pour le niveau trois doit être égale à celui soumis pour le niveau deux ou supérieur à celui-ci;

- (ii) le taux soumis pour le niveau deux doit être égale à celui soumis pour le niveau un ou supérieur à celui-ci.
- (d) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (e) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vide, le Canada considérera que le prix se chiffre à « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien de « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un article dont le champ est vide est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Si le Canada reçoit 4 soumissions ou moins à la date de clôture de la demande de soumissions, le sous-article précédent « Prix nuls » ne s'appliquera pas.

- (f) **Paiement électronique de factures – soumission** : Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter le formulaire 4 Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés. Si le formulaire 4 Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté. L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes, lesquelles sont décrites ci-dessous. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des *personnes*-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe d'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les volets de l'évaluation.
- (c) En plus de tout autre délai établi dans la demande de soumissions :
 - (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels).
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitæ des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés par le Canada dans les 3 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Le Canada appliquera le processus de conformité des soumissions en phases (PCSP) décrit ci-dessous pour ce besoin SEULEMENT si le Canada reçoit quatre soumissions ou moins pour répondre au besoin à la date de clôture de la demande de soumissions.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL

AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (28-05-2020) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Soumission financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.

- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectées. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.

- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complètera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.

- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.2 Évaluation technique

(a) **Critères techniques obligatoires :**

- (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité avec les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
- (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans la pièce jointe 2.
- (iii) S'il y a lieu, le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera uniquement aux exigences techniques obligatoires indiquées par l'exposant ^(PC). Les exigences techniques obligatoires non affectées de l'exposant ^(PC) ne seront pas assujetties au Processus de conformité des soumissions en phases.

(b) **Critères techniques cotés**

- (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.
- (ii) Les exigences cotées sont décrites dans la pièce jointe 3.

(c) **Nombre de ressources évaluées**

Seul un certain nombre de ressources par catégorie seront évaluées dans le cadre de la présente demande de soumissions, comme l'indique la pièce jointe 2. Les autres ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâches sera appliqué conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation de tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâches sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâches. La ressource proposée sera ensuite évaluée d'après les critères indiqués dans l'énoncé des travaux du contrat, conformément à l'appendice C de l'annexe A.

(d) **Vérification des références**

- (i) La vérification des références ne se fait pas de façon systématique. Toutefois, si TPSGC choisit de procéder à une vérification des références pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il le fera pour les soumissionnaires dont la candidature n'a pas été jugée irrecevable à ce stade de l'évaluation.
- (ii) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Il enverra toutes les demandes de vérification des références par courriel le même jour aux personnes-ressources citées en référence par les soumissionnaires dans leur soumission. La réponse doit être envoyée dans les cinq jours ouvrables suivant l'envoi du courriel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun point ou considérera que le soumissionnaire ne satisfait pas à l'exigence obligatoire en matière d'expérience (selon le cas).
- (iii) Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq jours ouvrables. Si la personne donnée en référence n'est pas disponible au moment de l'évaluation, le soumissionnaire pourra fournir le nom et l'adresse électronique d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois par client, et ce, uniquement si la personne citée en référence initialement n'est pas disponible (c'est-

à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'elle ne souhaite pas répondre ou qu'elle n'est pas en mesure de le faire). Le délai de cinq jours ouvrables ne sera pas prolongé pour permettre à la nouvelle personne-ressource de répondre.

- (iv) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première prévaudra.
- (v) On n'accordera aucun point ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.

4.3 Évaluation financière

- (a) L'évaluation financière sera effectuée d'après les taux quotidiens fermes indiqués dans les soumissions recevables.
- (b) Deux méthodes possibles d'évaluation financière peuvent être utilisées pour le présent besoin. La première méthode sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables (voir la section c) – Évaluation financière – Méthode A, ci-dessous). La deuxième méthode sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables (voir la section d) – Évaluation financière – Méthode B ci-dessous).
- (c) **Évaluation financière – Méthode A** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables.
 - (i) **ÉTAPE 1 – ÉTABLISSEMENT DES MÉDIANES INFÉRIEURES ET SUPÉRIEURES POUR CHAQUE PÉRIODE ET CHAQUE CATÉGORIE DE RESSOURCES** : L'autorité contractante établira, pour chaque période et chaque catégorie de ressources, la fourchette médiane selon les taux fermes quotidiens fournis par les soumissionnaires dont la soumission est jugée recevable sur le plan technique. Pour chaque catégorie de ressources, on calculera la médiane à l'aide de la fonction connexe dans Microsoft Excel. Cette médiane permettra d'établir une fourchette qui prendra en compte un taux médian inférieur correspondant à une valeur de moins (-) 10 % de la médiane et un taux médian supérieur correspondant à une valeur de plus (+) 30 % de la médiane. Lorsqu'un nombre pair de soumissions sont jugées recevables sur le plan technique, la moyenne des deux tarifs médians sera utilisée pour calculer la fourchette médiane, alors que dans le cas d'un nombre impair de soumissions jugées recevables sur le plan technique, le tarif médian sera utilisé.
 - (ii) **ÉTAPE 2 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources, les points seront attribués de la façon suivante.
 - (A) Le soumissionnaire ne recevra aucun point s'il propose, pour une période et une catégorie de ressources données, un tarif quotidien ferme qui est inférieur à la limite de la médiane inférieure, ou supérieur à la limite médiane supérieure établie pour cette période et cette catégorie de ressources.
 - (B) Le soumissionnaire dont le tarif quotidien ferme entre dans la fourchette des médianes supérieure et inférieure obtiendra des points d'après la formule suivante, qui seront arrondis à deux décimales :
$$\frac{\text{Taux quotidien ferme proposé le plus bas dans la fourchette des médianes}}{\text{Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire dans les limites de la fourchette des médianes}} \times \text{Maximum de points attribués au tableau 1 ci-dessous}$$

- (C) Le soumissionnaire dont le tarif journalier ferme entre dans la fourchette des médianes établies et qui est le plus bas parmi les tarifs proposés obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 1 ci-dessous.

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS						
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRA T (3 ANS)	PÉRIODE D'OPTIO N 1	PÉRIODE D'OPTIO N 2	PÉRIODE D'OPTIO N 3	PÉRIODE D'OPTIO N 4	TOTAL DES POINTS
I.11 Architecte de technologie (Ingénieur des systèmes) Niveau 3	50	50	50	50	50	250
I.11 Architecte de technologie (Gestion des capacités) Niveau 3	50	50	50	50	50	250
I.11 Architecte de technologie (Authentification à deux facteurs) Niveau 3	50	50	50	50	50	250
I.11 Architecte de technologie (Systèmes existants) Niveau 3	50	50	50	50	50	250
I.11 Architecte de technologie (Spécialiste centre de développement) Niveau 3	40	40	40	40	40	200
P.9 Gestionnaire de projet Niveau 3	10	10	10	10	10	50
TOTAL	250	250	250	250	250	1,250

- (iii) **ÉTAPE 3 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 2 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, , et on arrondira le total à deux décimales pour obtenir la note financière. Un exemple d'évaluation financière à l'aide de la méthode A est fourni ci-après.

- (iv) **EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A**

TABLEAU 2 – EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A							
Catégories de ressources	Maximum de points	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2		Soumissionnaire 3	
		Année 1	Année 2	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2
Programmeur	150 (75 points par année)	400,00 \$	400,00 \$	420,00 \$	450,00 \$	450,00 \$	450,00 \$
Analyste des activités	100 (50 points par année)	600,00 \$	600,00 \$	600,00 \$	620,00 \$	650,00 \$	820,00 \$

Gestionnaire de projet	50 (25 points par année)	555,00 \$	900,00 \$	750,00 \$	800,00 \$	700,00 \$	800,00 \$
TOTAL	300						

ÉTAPE 1 – Établissement des médianes inférieures et supérieures pour chaque année et chaque catégorie de ressources

(Médiane 1)	Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 1 serait 420 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 336 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 546 \$.
(Médiane 2)	Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 2 serait 450 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 360 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 585 \$.
(Médiane 3)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 1 serait 600 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 480 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 780 \$.
(Médiane 4)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 2 serait 620 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 496 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 806 \$.
(Médiane 5)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 1 serait 700 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 560 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 910 \$.
(Médiane 6)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 2 serait 800 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 640 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 1 040 \$.

ÉTAPE 2 – Attribution des points

Soumissionnaire 1	
Programmeur - année 1 =	75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Programmeur - année 2 =	75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités - année 1 =	50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités - année 2 =	50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 1 =	0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 2 =	22,22 points, d'après le calcul suivant : $\text{taux le plus bas (800 \$)} \div \text{taux proposé par le soumissionnaire (900 \$)} \times 25 \text{ points}$
Soumissionnaire 2	
Programmeur - année 1 =	71,43 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (420 \$)} \times 75 \text{ points}$
Programmeur - année 2 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 1 =	50 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités – année 2 =	48,39 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (620 \$)} \times 50 \text{ points}$
Gestionnaire de projet – année 1 =	23,33 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (700 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (750 \$)} \times 25 \text{ points}$
Gestionnaire de projet – année 2 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Soumissionnaire 3	

Programmeur - année 1 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : tarif le plus bas (400 \$) ÷ tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$) × 75 points
Programmeur - année 2 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : tarif le plus bas (400 \$) ÷ tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$) × 75 points
Analyste des activités – année 1 =	46,15 points, d'après le calcul suivant : tarif le plus bas (600 \$) ÷ tarif proposé par le soumissionnaire (650 \$) × 75 points
Analyste des activités – année 2 =	0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 1 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 2 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
ÉTAPE 3 – Note financière	
Soumissionnaire 1 : 75 + 75 + 50 + 50 + 0 + 22,22 = note financière totale de 272,22 points sur un total possible de 300 points	
Soumissionnaire 2 : 71,43 + 67,67 + 50 + 48,39 + 23,33 + 25 = note financière totale de 284,82 points sur un total possible de 300 points	
Soumissionnaire 3 : 66,67 + 66,67 + 46,15 + 0 + 25 + 25 = note financière totale de 229,49 points sur un total possible de 300 points	

(d) **Évaluation financière – Méthode B** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables :

(i) **ÉTAPE 1 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources, les points seront attribués de la façon suivante :

(A) Les points seront attribués en fonction des calculs ci-dessous, et le total sera arrondi à deux décimales près.

$$\frac{\text{Taux quotidien ferme proposé le plus bas}}{\text{Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire}} \times \text{Maximum de points attribués au tableau 3 ci-dessous}$$

Le soumissionnaire offrant le taux quotidien ferme le plus bas obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 3 ci-dessous.

TABLEAU 3 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS						
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRA T (3 ANS)	PÉRIODE D'OPTIO N 1	PÉRIODE D'OPTIO N 2	PÉRIODE D'OPTIO N 3	PÉRIODE D'OPTIO N 4	TOTAL DES POINTS
I.11 Architecte de technologie (Ingénieur de systèmes) Niveau 3	50	50	50	50	50	250
I.11 Architecte de technologie (Gestion des capacités) Niveau 3	50	50	50	50	50	250
I.11 Architecte de technologie (Authentification à deux facteurs) Niveau 3	50	50	50	50	50	250

I.11 Architecte de technologie (Systèmes existants) Niveau 3	50	50	50	50	50	250
I.11 Architecte de technologie (Spécialiste centre de développement) Niveau 3	40	40	40	40	40	200
P.9 Gestionnaire de projet Niveau 3	10	10	10	10	10	50
TOTAL	250	250	250	250	250	1,250

(ii) **ÉTAPE 2 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 1 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, et on arrondira à deux décimales pour obtenir la note financière.

(e) **Justification des taux pour les services professionnels**

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment d'évaluer les taux soumis pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix conformément à cet article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un taux au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat ou un autre identificateur unique du contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et a facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire) pendant au moins trois (3) mois au cours de la période de dix-huit (18) mois précédant la date de clôture de la demande de soumissions, et que les coûts facturés étaient égaux ou inférieurs au taux proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;
- (iii) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressources particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus ou pouvant être autrement demandée par le Canada, y compris l'information qui permettrait au Canada de vérifier les renseignements fournis concernant la ressource proposée) qui permettrait au Canada de déterminer s'il peut réellement se fier à la capacité du soumissionnaire de fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée irrecevable.

(f) **Formules des tableaux d'établissement des prix**

Si les tableaux des prix fournis aux soumissionnaires comprennent des formules, le Canada peut entrer de nouveau les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que les formules ne fonctionnent plus correctement dans la version fournie par un soumissionnaire.

4.4 Méthode de sélection

(a) Évaluation des soumissions – Plusieurs contrats attribués

Processus de sélection : Le processus de sélection suivant sera suivi .

- (i) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions.
- (ii) La soumission recevable obtenant la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat. La note maximale qu'un soumissionnaire peut obtenir pour le mérite technique est de 60; la note maximale en ce qui concerne le prix est établie à 40.
 - (A) Calcul de la note technique totale : on calculera la note technique totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note technique obtenue pour les critères techniques cotés par points à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).

$$\frac{\text{Note technique}}{\text{Note technique maximale (Soumissionnaires, veuillez consulter la note technique maximale)}} \times 60 = \text{Note technique totale}$$
 - (B) Calcul de la note financière totale : on calculera la note financière totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note financière obtenue pour l'évaluation financière à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).

$$\frac{\text{Note financière}}{\text{Maximum de points attribués total (Soumissionnaires, veuillez consulter le maximum de points attribués total.)}} \times 40 = \text{Note financière totale}$$
 - (C) Calcul de la note totale du soumissionnaire : la note totale du soumissionnaire sera calculée pour chaque soumission recevable à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Note technique totale} + \text{note financière totale} = \text{note totale du soumissionnaire}$$
- (iii) Dans l'éventualité où des soumissionnaires obtiendraient la même note totale , le soumissionnaire ayant obtenu la note technique totale la plus élevée sera classé au premier rang.

(b) **Attribution de financement pour le contrat :** Lorsque plus d'un contrat est attribué , chaque contrat sera attribué selon un montant de financement précisé à l'article intitulé « Limitation des dépenses » et calculé en fonction de ce qui suit :

- (i) si un seul contrat est attribué **pour un volet de travail**, le montant de la limitation des dépenses sera déterminé à la discrétion du Canada.
- (j) Lorsque deux contrats sont attribués, le montant de la limitation des dépenses de chaque contrat sera déterminé conformément à ce qui suit :

Soumissionnaire	Note totale du soumissionnaire	Formule d'allocation des fonds (%)	Total des fonds alloués
1 ^{er} rang	98	$98/187 \times 100 = 52,41$	5 241 000,00 \$

2 ^e rang	89	$89/187 \times 100 = 47,59$	4 759 000,00 \$
Total	187		10 000 000,00 \$
Total des fonds disponibles : 10 000 000,00 \$			

REMARQUE : Ceci n'est qu'un exemple. Les montants réels seront déterminés après l'évaluation des soumissions.

- (c) Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable ou qu'il y a manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation fournie avec sa soumission comprend de fausses déclarations, faites sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires demandés n'est pas fourni, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Si le soumissionnaire ne remet pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai imparti, son offre sera jugée non recevable.

(a) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » qui figure au bas de la page du site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (<https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 5.1, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 5.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie pour chaque membre de la coentreprise.

(b) Services professionnels – Ressources

- (i) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'il est exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers.
- (ii) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, il garantit que chaque personne proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.

- (iii) Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, en déposant une soumission, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande peut avoir pour conséquence de rendre la soumission non recevable.

(c) Attestation linguistique – anglais essentiel

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission maîtrise l'anglais. Les personnes proposées doivent être en mesure de communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

(d) Présentation d'une seule soumission

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il ne se considère pas comme étant « lié » à aucun autre soumissionnaire.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
- (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisation valable, conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - (ii) les personnes proposées par le soumissionnaire qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou encore à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent
 - (iii) le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou encore à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- (b) On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause A9033T du Guide des CCUA (2012-07-16), Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société mère possède cette capacité, ou si le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve que la société mère fournisse une garantie au Canada. »
- (b) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

- (a) _____ (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les services décrits dans le contrat, y compris l'énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont énoncés. Cela comprend la prestation de services professionnels, à la demande du Canada, à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG).
- (b) **Client** : En vertu du contrat, le « **client** » est l'Agence des services frontaliers du Canada.
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou chargé de projet, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.
- (d) **Définitions** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales et dans les conditions générales supplémentaires et employés dans ce contrat ont le sens qui leur est attribué dans les conditions générales ou dans les conditions générales supplémentaires. L'expression « utilisateur désigné » dans l'arrangement en matière d'approvisionnement fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat. Une référence à un « bureau local » de l'entrepreneur signifie un bureau ayant au moins un employé à temps plein qui n'est pas une ressource partagée qui y travaille

7.2 Autorisation de tâches

- (a) **Autorisations de tâches sur demande** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâches approuvée, émise par le Canada. L'entrepreneur convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâches approuvée est effectuée à ses propres risques.
- (b) **Attribution des autorisations de tâches** : Plusieurs contrats ont été attribués pour ce besoin. Par conséquent, l'attribution des autorisations de tâches dans le cadre de la série de contrats sera conforme à ce qui suit :
 - (i) Au moment où la série de contrats a été attribuée, chaque entrepreneur a reçu un montant de financement précisé dans la clause intitulée « Limitation des dépenses », selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions qui a mené à l'attribution de cette série de contrats.
 - (ii) Lorsqu'une autorisation de tâche est émise, le Canada utilisera une méthode de rotation pour attribuer les projets d'autorisations de tâches; cette méthode sera fondée sur le rang de l'entrepreneur lors de la demande de soumissions.
 - (iii) Le Canada enverra la première AT à l'entrepreneur classé au premier rang, la seconde au suivant et la troisième à celui qui est classé en troisième position. Ce processus de rotation se répétera pour chaque nouvelle série d'AT émise par le Canada.
 - (iv) L'entrepreneur qui a reçu un projet d'autorisation de tâche disposera du délai établi dans le paragraphe ci-dessous intitulé « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâche » pour répondre à l'autorité contractante.

- (v) Si l'entrepreneur qui a reçu en premier le projet d'autorisation de tâche ne répond pas dans le délai prévu ou confirme par écrit qu'il refuse ou n'est pas en mesure d'exécuter la tâche, le projet d'autorisation de tâche sera présenté à l'entrepreneur classé au rang suivant. Si le Canada détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'AT, le Canada pourrait demander, à son entière discrétion, à l'entrepreneur de proposer d'autres ressources, et celui-ci disposera du délai établi dans le paragraphe « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'AT » pour répondre à cette demande. Si l'entrepreneur ne répond pas dans le délai prévu, ou si le Canada détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'AT, celui-ci sera envoyé à l'entrepreneur classé au rang suivant.
 - (vi) Si l'entrepreneur refuse une AT ou ne présente pas de réponse valide, la valeur en dollars de l'autorisation de tâche pourra être soustraite de la valeur du contrat de l'entrepreneur, et pourra être réaffectée en tout ou en partie, à la discrétion de l'autorité contractante, à un ou à plusieurs entrepreneurs du même volet.
 - (vii) Le processus d'envoi du projet d'autorisation de tâche se poursuivra jusqu'à ce que le Canada annule le besoin associé à la tâche ou que l'autorisation de tâche soit officiellement attribuée à l'un des entrepreneurs. Si aucun des entrepreneurs n'est en mesure d'exécuter la tâche (conformément à l'ensemble des modalités de la série de contrats), le Canada peut faire exécuter les travaux requis autrement.
 - (viii) Un entrepreneur peut informer, par écrit, le chargé de projet et l'autorité contractante qu'il ne sera pas en mesure d'exécuter des tâches supplémentaires en raison d'engagements précédents découlant d'une ou de plusieurs AT attribuées dans le cadre de la série de contrats : aucun projet d'AT ne lui sera alors envoyé jusqu'à ce qu'il avise, par écrit, le chargé de projet et l'autorité contractante qu'il est prêt à exécuter des tâches supplémentaires.
 - (ix) S'il s'avère que le processus d'attribution décrit au point ii) ci-dessus a mené à l'attribution de travaux d'une valeur monétaire disproportionnée entre les entrepreneurs, ces derniers acceptent que le Canada, à sa seule discrétion, puisse s'écarter du processus d'attribution et attribuer les AT de manière à ré-établir une attribution proportionnelle.
- d) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'autorisation de tâches** : Les processus relatifs à l'établissement d'une autorisation de tâches, en réponse à une autorisation de tâche et liés à l'évaluation d'une autorisation de tâches sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'annexe A.
- e) **Formulaire et contenu du projet d'autorisation de tâches** :
- (i) Le chargé de projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'un projet d'autorisation de tâches à l'aide du formulaire figurant à l'annexe A.
 - (ii) Le projet d'autorisation de tâches doit expliquer en détail les travaux à effectuer et doit également contenir les renseignements suivants :
 - (A) Le numéro de contrat;
 - (B) le numéro de tâche;
 - (C) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
 - (D) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
 - (E) une description des travaux associés à la tâche, notamment les activités à réaliser et les produits livrables à présenter (comme des rapports);
 - (F) les dates de début et de fin;
 - (G) toute option pour prolonger la date de fin initiale (s'il y a lieu);

- (H) les dates clés des produits livrables et des paiements (s'il y a lieu);
- (I) le nombre de jours-personnes requis;
- (J) une note indiquant si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
- (K) le profil linguistique des ressources requises;
- (L) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur;
- (M) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum de l'autorisation de tâches (et dans le cas du prix maximum, l'autorisation de tâches doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'autorisation de tâches n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
- (N) toute autre contrainte pouvant avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.

f) **Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches** : L'entrepreneur doit fournir au chargé de projet, dans les 5 jours ouvrables de la réception du projet d'autorisation de tâches (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches), une proposition du prix estimatif total pour l'exécution de la tâche et une ventilation de ce coût, établie conformément à la base de paiement du contrat, ainsi que la ou les ressources proposées connexes, conformément à l'appendice A de l'annexe A du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'autorisation de tâches. *chargé de projet*

g) **Limite des autorisations de tâches et responsabilités à l'égard de leur émission officielle :**

Pour être attribuée de façon officielle, une autorisation de tâches doit porter les signatures suivantes :

- (i) toute autorisation de tâches dont la valeur est inférieure ou égale à 250,000.00 \$ (excluant les taxes applicables) doit être signée par le chargé de projet et l'entrepreneur;
- (ii) toute autorisation de tâches dont la valeur est supérieure à ce montant doit être signée par le chargé de projet, l'autorité contractante et l'entrepreneur.

Toute autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une autorisation de tâches officielle seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des autorisations de tâches, ou réduire la valeur indiquée à l'alinéa (i) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

h) **Rapports d'utilisation périodique :**

- (i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux autorisations de tâches valides émises dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées chaque trimestre à l'autorité contractante. De temps en temps, l'autorité contractante peut également exiger un rapport intérimaire au cours d'une période de référence.
- (ii) Les trimestres sont définis comme suit :
 - (A) premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;

- (B) deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
- (C) troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
- (D) quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 20 jours civils suivant la fin de la période de référence.

- (iii) Chaque rapport doit contenir les informations suivantes pour chaque autorisation de tâche qui est approuvée et émise de façon officielle (et tel que modifié) :
 - (A) le numéro de l'autorisation de tâches et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
 - (B) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
 - (C) le nom, la catégorie de ressources et le niveau de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâches, le cas échéant;
 - (D) le coût estimatif total précisé dans l'autorisation de tâches valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
 - (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, taxes applicables en sus, pour chaque tâche autorisée;
 - (F) les dates de début et de fin de chaque tâche autorisée;
 - (G) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâches).
- (iv) Chaque rapport doit aussi contenir les informations cumulatives suivantes pour chaque autorisation de tâches émise de façon officielle (et tel que modifié) :
 - (A) le montant (taxes applicables en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle;
 - (B) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle.

- i) **Refus d'une autorisation de tâches ou soumission d'une réponse non valide** : L'entrepreneur n'est pas tenu de répondre à chaque projet d'autorisation de tâches présenté par le Canada. Cependant, en plus des autres droits du Canada relatifs à la résiliation du contrat, le Canada peut immédiatement et sans autre avis résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, si, à au moins trois reprises pendant la durée du contrat, l'entrepreneur n'a pas répondu ou n'a pas présenté une réponse valable à la suite de la réception d'un projet d'autorisation de tâches. Par souci de clarté, chaque projet d'autorisation de tâches, identifiable par son numéro de tâche, ne comptera que pour un seul cas. Une réponse valide s'entend d'une réponse donnée dans le délai requis et qui satisfait à toutes les exigences du projet d'autorisation de tâches, y compris la proposition du nombre requis de ressources possédant chacune l'expérience minimale et satisfaisant aux autres exigences des catégories indiquées dans B.
- j) **Regroupement d'autorisations de tâches à des fins administratives** : Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâches valides attribuées à ce jour, et de consigner le travail effectué dans le cadre de ces autorisations de tâches à des fins administratives.

7.3 Garantie des travaux minimums

- (a) Dans la présente clause :
 - (i) La « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limitation des dépenses** » du contrat.
 - (ii) La « **valeur minimale du contrat** » représente \$20,000.00 (excluant les taxes applicables).

- (b) En vertu du présent contrat, le Canada est tenu de demander des travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat ou, à son choix, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la période du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
- (c) Si, pendant la durée du contrat, le Canada n'exige pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.
- (d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :
 - (i) pour manquement;
 - (ii) pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
 - (iii) pour des raisons de commodité dans les dix jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et les conditions désignées par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le Guide des CCUA (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) Conditions générales :

- (i) Le document 2035 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

En ce qui concerne l'article 30, Résiliation pour raisons de commodité, des conditions générales 2035, la sous-section 04 est supprimée et remplacée par les sous-sections 04, 05 et 06 :

- 4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
- 5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et que les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :
 - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie des travaux minimums, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
 - (b) le montant payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.
- 6. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui concerne les dommages-intérêts, la compensation, la perte de profit et l'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada toute partie de tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

7.5 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Les exigences relatives à la sécurité suivantes (Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité #34 et clauses connexes fournies par le Programme de sécurité des contrats), conformément à l'annexe B de l'arrangement en matière d'approvisionnement), s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Exigence en matière de sécurité pour entrepreneur canadien : dossier Services publics et Approvisionnement Canada - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité des services professionnels centralisés #34

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **secret**, délivrée par la Secteur du Programme de Sécurité des Contrats (PSC) du Secteur de la SSI de SPAC
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **classifiés**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent **tous** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **secret** tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC/SSI/SPAC.
3. L'entrepreneur **ne doit pas** emporter de renseignements **classifiés** hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **ne** doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC/SSI/SPAC
5. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
 1. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C.
 2. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition)

(b) Exigences additionnelles relatives à la sécurité

- (i) L'ASFC effectuera sa propre vérification de la cote de fiabilité du fournisseur (spécifiquement des individus proposés par le fournisseur) conformément à la Norme de sécurité et de gestion des marchés et à la Politique sur la sécurité du gouvernement – Norme sur la sécurité du personnel du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT). L'évaluation de la cote de fiabilité effectuée par l'ASFC comprendra la vérification du crédit.
- (ii) Si le fournisseur (spécifiquement des individus proposés par le fournisseur) a déjà été sujet à une vérification conformément à la Norme de sécurité et de gestion des marchés et à la Politique sur la sécurité du gouvernement – Norme sur la sécurité du personnel du Secrétariat du Conseil du Trésor, le fournisseur (spécifiquement des individus proposés par le fournisseur) sera néanmoins sujet au processus de vérification de l'ASFC.
- (iii) La vérification du crédit et la prise d'empreinte*, si requise, sera effectuée par un agent de sécurité autorisé de la Section des enquêtes de sécurité sur le personnel (SESP) de l'ASFC, indépendant de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) et de la Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (iv) Aucun accès à des renseignements ou à des biens protégés ou classifiés ne seront autorisés jusqu'à ce que la vérification du crédit, la prise d'empreinte* et toutes les autres vérifications de sécurité requises aient été complétées par le fournisseur et juger approprié par l'ASFC. L'accès dans un site où de tels renseignements ou biens sont gardés n'est également pas permis.
- (v) *Les frais sont applicables. La prise d'empreinte, si requise, sera à la charge du fournisseur.

7.6 Utilisation des équipements de protection individuelle et lignes directrices en matière de santé et de sécurité au travail (SST)

- a. Le fournisseur doit se conformer aux exigences du Gouvernement du Canada en lien avec le port d'équipement(s) de protection individuelle sur les lieux de travail et de suivre à tout moment les directives SST en vigueur sur le lieu de travail.
- b. Le fournisseur procurera à ses ressources l'équipement de protection individuelle suivant pour le travail sur site : masques prescrits couvrant le visage, gants, et tout autre équipement requis pour entrer ou travailler sur les lieux de travail du Gouvernement du Canada. Le Canada se réserve le droit de modifier la ligne directrice en matière de SST, au besoin, pour y inclure toute recommandation future proposée par les organismes de santé publique.
- c. L'entrepreneur garantit que ses ressources suivront à tout moment les directives SST en vigueur sur le lieu de travail pendant la durée du contrat et que celles-ci porteront tout équipement de protection individuelle. Toute ressource qui ne porte pas l'équipement de protection individuelle et/ou qui ne suit pas les directives SST en vigueur sur le lieu de travail se verra refuser l'accès aux lieux de travail du Gouvernement du Canada.

7.7 Période du contrat

- (a) **Période du contrat :** La « **période du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :
 - (i) la « **période initiale du contrat** » qui commence à la date d'attribution du contrat et qui prend fin 1 an plus tard;
 - (ii) la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- (b) **Option de prolongation du contrat :**
 - (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 4 période(s) supplémentaire(s) d'1 **année** chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la base de paiement.
 - (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en faisant parvenir un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.8 Responsables

(a) Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : Sylvie Morin

Titre : Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Direction de l'acquisition des services professionnels

Adresse : 10, rue Wellington, Gatineau (Québec)

Téléphone : 613-859-0761

Adresse électronique : sylvie.morin@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la

portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de la réception de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : **(à remplir au moment de l'attribution du contrat)**

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

Le chargé de projet est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l'entremise d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) Représentant de l'entrepreneur

(à remplir au moment de l'attribution du contrat)

7.9 Divulcation proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la gestion de la fonction publique, l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à l'Avis sur la politique des marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor.

7.10 Paiement

(a) Base de paiement

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix maximum:** Pour les services professionnels exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, rétroactivement, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'autorisation de tâches, pour les heures réellement travaillées ainsi que pour tout produit issu de ce travail conformément aux tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B, Base de paiement, taxes applicables en sus. Les périodes de travail de moins d'une journée seront calculées proportionnellement aux heures travaillées en fonction d'une journée de travail de 7,5 heures.
- (ii) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches à un prix ferme :** Pour la prestation de services professionnels, sur demande par le Canada et conformément à une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi dans l'autorisation de tâches (selon les tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B), taxes applicables en plus.
- (iii) **Attribution concurrentielle :** L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucun montant supplémentaire ne sera versé à l'entrepreneur en compensation d'erreurs, d'oublis ou de mauvaises interprétations ou estimations dans sa soumission.
- (iv) **Taux quotidiens fermes de l'entrepreneur :** L'entrepreneur accepte que les taux énoncés dans l'annexe B demeurent fermes pendant toute la période du contrat, sauf pour ce qui est prévu dans les conditions expresses du contrat. En vertu de l'article 18(1) des Conditions générales 2035 du Guide des CCUA, l'entrepreneur reconnaît que son obligation de fournir les services conformément aux taux fermes

énoncés à l'annexe B n'est pas visée par l'application d'une loi existante ou de toute nouvelle loi qui pourrait entrer en vigueur pendant la période du contrat.

- (v) **Taux des services professionnels** : D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

(b) **Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâche**

- (i) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle, y compris toute modification, ne doit pas dépasser le montant énoncé à la page 1 du contrat, moins les taxes applicables. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont, et les taxes applicables sont incluses.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
- (iii) L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
- (A) lorsque 75 % de la somme est engagée; ou
- (B) quatre mois avant la date d'expiration du contrat; ou
- (C) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions,
- selon la première éventualité.
- (i) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

(c) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches avec un prix maximum** : Pour chaque autorisation de tâches valide émise conformément au contrat et qui comprend un prix maximum :

- (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectués, pour justifier les montants réclamés sur la facture.
- (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum pour l'autorisation de tâches, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'autorisation de tâches et correspondant au prix maximum de l'autorisation de tâches. Si les travaux décrits dans l'autorisation de tâches sont terminés plus tôt que prévu, et que leur coût (en fonction de la durée des travaux confirmée par les feuilles de présence), selon les tarifs établis dans le contrat, est inférieur au prix maximum de l'autorisation de tâches, le Canada ne sera tenu de payer que le temps consacré à la réalisation des travaux liés à l'autorisation de tâches.

(d) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches à prix ferme – Paiement forfaitaire à la fin des travaux** : Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux liés à l'autorisation de tâches valide seront terminés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation prévues au contrat;
- (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (iii) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Si applicable, le ou les instrument(s) de paiement électronique de factures indiqué(s) par le soumissionnaire à la pièce jointe ou au formulaire « 4 » fera ou feront partie de tout contrat subséquent.

(e) **Païement électronique de factures – contrat**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- (i) Carte d'achat Visa ;
- (ii) Carte d'achat MasterCard ;
- (iii) Dépôt direct (national et international) ;
- (iv) Échange de données informatisées (EDI) ;
- (v) Virement télégraphique (international seulement) ;
- (vi) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

(f) **Vérification du temps**

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur a été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser tout montant versé en trop, à la demande du Canada.

(g) **Crédits de paiement**

(i) **Incapacité de fournir une ressource :**

- (A) Si l'entrepreneur ne peut fournir, dans le délai prescrit par le contrat, une ressource en services professionnels qui possède toutes les qualifications demandées, l'entrepreneur doit verser au Canada un montant égal au tarif journalier (pour une journée de travail de 7,5 heures) de la ressource demandée pour chaque journée (ou portion de journée) de retard à fournir la ressource, jusqu'à un maximum de dix (10) jours.
- (B) **Mesures correctives :** Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant deux mois consécutifs ou durant trois mois sur une période de douze mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger le problème sous-jacent.
- (C) **Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité :** Outre les autres droits qui lui sont conférés dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, en donnant à l'entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si :
 - (1) le montant total de crédits pour un cycle de facturation mensuelle donné a atteint 10 % de la facture mensuelle; ou
 - (2) les mesures correctives présentées par l'entrepreneur, décrites ci-dessus, n'ont pas été prises.

La résiliation du contrat entrera en vigueur à la fin de la période de trois (3) mois, sauf si le Canada détermine que l'entrepreneur a mis en œuvre les mesures correctives de façon satisfaisante pendant cette période.

- (ii) **Les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat** : Les parties conviennent que les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat.
- (iii) **Crédits représentant des dommages-intérêts** : Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent la meilleure estimation préalable de la perte pour le Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne sont pas une pénalité et ne doivent pas être considérés comme tels.
- (iv) **Droit du Canada d'obtenir le paiement** : Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
- (v) **Droits et recours du Canada non limités** : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général.
- (vi) **Droits de vérification** : Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après le versement du paiement à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et systèmes que le Canada juge nécessaires pour veiller à ce que tous les crédits aient été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel qu'il a été déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, en plus des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt est le taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, à calculer ou à enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante pour remédier au problème.
- (h) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**
 - (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses représentants fournissent des services dans les locaux du gouvernement dans le cadre du contrat et que ces locaux ne sont pas accessibles en raison de l'évacuation, la fermeture ou l'implantation de mesures restreignant l'accès aux bureaux du gouvernement, et que le travail n'est pas effectué en raison de cette fermeture, le Canada n'a pas la responsabilité de payer l'entrepreneur pour le travail qu'il aurait exécuté s'il n'y avait pas eu de fermeture ou d'accès restreint aux bureaux.
 - (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

7.11 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'information exigée dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la base de paiement, et elle doit porter les numéros d'autorisations de tâches applicables.
- (c) En soumettant des factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.

- (d) L'entrepreneur doit remettre au chargé de projet l'original ainsi que deux copies de chaque facture, et une copie à l'autorité contractante. chargé de projet.

7.12 Attestations

- (a) Sauf indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur dans sa soumission ou avant l'attribution du contrat, toute proposition de prix relative aux autorisations de tâches et la coopération constante quant à la fourniture de renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat, et le fait de ne pas les respecter constitue un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.13 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la [« Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux »](#). L'imposition d'une telle sanction par EDSC sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.14 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

7.15 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la convention, ainsi que les différentes clauses du Guide des CCUA qui sont incorporées par renvoi dans les articles de la convention;
- (b) les conditions générales 2035 (2020-05-28) – besoins plus complexes de services;
- (c) l'annexe A, Énoncé des travaux, y compris ses appendices, comme suit : (*supprimer si sans objet*)
- (i) Appendice A de l'annexe A – Procédures d'attribution de tâches,
 - (ii) Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâches,
 - (iii) Appendice C de l'annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponses,
 - (iv) Appendice D de l'annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâches;
- (d) l'annexe B – Base de paiement;
- (e) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (f) les autorisations de tâches émises de façon officielle et toute attestation requise (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu) **and**;
- (g) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, clarifiée le _____ ou modifiée le _____ .

7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Cette clause ou la suivante (selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger) fera partie de tout contrat subséquent.

7.17 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.18 Exigences en matière d'assurance

(a) **Conformité aux exigences en matière d'assurance**

- (i) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance énoncées dans le présent article. Il doit conserver la couverture exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.
- (ii) L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute couverture supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et souscrite pour son bénéfice et sa protection.
- (iii) L'entrepreneur devrait faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, et le certificat d'attestation d'assurance doit confirmer que la police d'assurance satisfaisant aux exigences est en vigueur. Si le certificat d'attestation d'assurance n'est pas rempli et fourni comme il est demandé, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus sera considéré comme un manquement aux conditions générales. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

(b) **Assurance responsabilité civile commerciale**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des entreprises d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- (ii) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - (A) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (B) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - (C) Produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.
 - (D) Préjudices personnels : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - (E) Responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans les limites prévues par la couverture. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.
 - (F) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.

- (G) Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- (H) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable).
- (I) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités accomplies : La police doit prévoir la couverture des dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance standard.
- (J) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (K) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (L) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvrir les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- (M) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.

(c) **Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par perte et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
- (ii) S'il s'agit d'une assurance responsabilité professionnelle sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (iii) L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

7.19 Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information

- (a) Le présent article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans le présent article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires et ses représentants, ainsi que leurs employés. Le présent article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans le présent article et dans tout autre article du contrat préétabli des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans le présent article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de première partie :**
 - (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle, dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;

- (B) toute blessure physique, y compris la mort.
 - (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat et touchant des biens personnels ou des biens immobiliers qui appartiennent au Canada ou qui sont occupés par celui-ci.
 - (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est également responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée de secrets de fabrication de l'autre partie (ou des secrets de fabrication d'un tiers fournis par une partie à une autre aux termes du contrat) ayant trait à la technologie de l'information.
 - (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cette disposition ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) susmentionné.
 - (v) L'entrepreneur est également responsable de tout autre dommage direct causé au Canada par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapporte à :
 - (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - (B) tout autre dommage direct, y compris tous les frais directs identifiables afférents au Canada pour faire appel à une autre partie dans le cadre des travaux si le contrat est résilié en totalité ou en partie pour non-exécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour l'application de ce sous-alinéa (B) : 75 % du coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services dans le cadre du présent instrument), ou 1 000 000 \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$.
 - (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir, à ses frais, les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et ses données.
- (c) **Réclamations de tiers :**
- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par le tribunal comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
 - (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle ou d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par un tribunal compétent comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), lequel concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada la portion

des dommages qu'il a causés sur le montant total que doit verser le Canada à un tiers sur ordre d'un tribunal, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle relativement à la violation des droits de propriétés intellectuelles; de blessures physiques, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou tout privilège sur toute portion des travaux; ou du non-respect de la confidentialité.

- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une envers l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans le paragraphe (c).

7.20 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est _____ et qu'elle est formée des membres suivants :
- _____
- _____.
- (b) Pour ce qui est des rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- (i) _____ a été nommé en tant que « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
- (ii) en informant le membre représentant, le Canada sera réputé avoir informé tous les membres de cette coentreprise;
- (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant seront réputées avoir été versées à tous les membres.
- (c) Tous les membres conviennent que le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de conflit entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce conflit nuit d'une manière ou d'une autre à l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat en entier.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification apportée à la composition de la coentreprise (soit un changement dans le nombre de ses membres ou la substitution d'une autre personne morale à un membre existant) constitue une cession et est soumise aux dispositions des conditions générales du contrat.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux biens contrôlés et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cette clause sera complétée par l'information de sa soumission.

7.21 Services professionnels – Généralités

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, tels qu'ils sont précisés dans le présent contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent posséder les compétences décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et à la cote de sécurité) et être capables de fournir les services exigés selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables (à l'exception d'une personne précise) ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au chargé de projet, dans les dix (10) jours ouvrables, un

plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.

- (c) L'article intitulé « Remplacement d'individus spécifiques » des conditions générales 2035 a été supprimé et remplacé par ce qui suit :

Remplacement d'individus spécifiques

- (i) Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis concernant le départ de la personne en question ou son incapacité à entamer les travaux (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet), fournir à l'autorité contractante ce qui suit :

(A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;

(B) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, s'il y a lieu.

Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale.

- (ii) Sous réserve d'un retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :

(A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat en totalité ou en partie, pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;

(B) d'évaluer les renseignements fournis en vertu du sous-alinéa c)(i) ci-dessus ou, s'ils n'ont pas encore été fournis, d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant que le chargé de projet devra évaluer. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale et être jugées satisfaisantes par le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l'accepter, exercer les droits décrits à la division (ii)(A) ci-dessus ou encore exiger qu'on lui propose un autre remplaçant en vertu de l'alinéa c).

En cas de retard justifiable, le Canada pourra exercer les options décrites à la division c)(ii)(B) ci-dessus au lieu de résilier le contrat en vertu de l'article « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.22 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, y compris en cas d'effacement accidentel, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.23 Déclarations et garanties

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de sa [propre](#) expérience et expertise et de celles des ressources qu'il propose qui ont donné lieu à l'attribution du contrat [et à l'émission d'autorisations de tâches](#).

L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat [et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des autorisations de tâches](#). De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura et maintiendra pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

7.24 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

7.25 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (e) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.
- (f) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps.
- (g) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (h) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la suite d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura [cinq \(5\) jours ouvrables](#) pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et [vingt \(20\) jours ouvrables](#) pour corriger la source du problème.
- (i) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. OBJECTIF

La division de l'intégration des technologies de l'information a besoin des services d'architectes de technologie de niveau 3 et de gestionnaires de projet de niveau 3 « sur demande », pour travailler sur un certain nombre de projets d'infrastructure critiques et complexes (parfois appelés « versions ») dans le contexte suivant :

- présence d'un grand nombre de parties prenantes, y compris, mais sans s'y limiter, des clients commerciaux, le développement d'applications, la gestion des données, le soutien à la configuration, la gestion des changements et des versions et la sécurité;
- présence d'un nombre important de partenaires et de fournisseurs offrant des services d'infrastructure – en particulier Services partagés Canada (SPC), l'Agence du revenu du Canada (ARC) et IBM;
- un paysage technique complexe nécessitant des compétences associées à une variété de systèmes d'exploitation et de plates-formes;
- des projets à criticité élevée, à haute visibilité, sensibles d'un point de vue politique ou liés à la sécurité nationale, et à durée déterminée;
- des niveaux de service à disponibilité élevée nécessitant une expérience dans la séparation et l'optimisation des flux critiques, l'élimination du point de défaillance unique (PDU), la redondance et le basculement automatisé, la tolérance aux pannes (y compris les réorientations temporaires vers des flux alternatifs) et l'autoréparation (y compris l'utilisation temporaire de façades), la conception et la préparation des logiciels de validation et des bancs d'essai pour les essais de bout en bout des flux critiques, et des cycles de mise à jour continue des infrastructures sans perturbation;
- des modèles de reprise après sinistre réalisés grâce à des configurations actives dans plusieurs lieux géographiques ou nécessitant de passer à une autre infrastructure dans un délai de 0 à 4 heures (objectif de temps de récupération) et aucune perte de données, sauf pour les transactions en cours non validées (objectif de point de récupération);
- des interfaces avec les principaux partenaires externes (secteur privé/gouvernemental/international);
- un grand nombre d'environnements/laboratoires d'essai à synchroniser et à moderniser, en faisant une promotion cohérente et reproductible d'une conception technologique complète d'un laboratoire à l'autre;
- des exercices cycliques annuels pour assurer la fiabilité de l'infrastructure et le soutien des fournisseurs pour un grand nombre de logiciels et la mise à niveau des solutions technologiques d'une version d'un produit à l'autre;
- une base technologique en constante évolution d'une plate-forme à l'autre, par exemple du z/OS à RHEL.

2. CONTEXTE :

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a pour mandat de fournir des services intégrés à l'appui des priorités que sont la sécurité nationale et la sécurité publique, tout en facilitant la libre circulation des personnes et des marchandises. Elle le fait en veillant à la conception, au développement, à la mise en œuvre et au soutien continu de ses outils et systèmes de GI-TI, tout en maintenant l'intégrité et la disponibilité de toutes les applications et infrastructures technologiques.

La Direction de l'intégration des TI est responsable des éléments suivants :

- gérer la complexité de l'infrastructure en exposant continuellement la configuration ponctuelle du matériel, des logiciels et des systèmes commerciaux en évolution;
- concevoir des infrastructures motrices pour des projets liés au secteur d'activité qui répondent à des exigences fonctionnelles et non fonctionnelles (résilience, rendement, planification des capacités, sécurité);
- produire des devis et des procédures relatifs aux infrastructures qui peuvent être mis en œuvre, réutilisés, soutenus et conservés au sein de l'Agence;
- assurer le soutien des fournisseurs par la mise en place d'un cycle annuel d'actualisation de l'infrastructure pour toutes les technologies qui sous-tendent les systèmes.

La division de l'intégration des TI est chargée de travailler simultanément sur des dizaines de projets/versions par an qui exigent qu'elle assume les responsabilités énumérées ci-dessus de manière répétée. Les ressources recherchées ne travaillent pas uniquement sur un projet, mais plutôt sur une série de projets qui requièrent un ensemble de compétences précises. Ces projets sont un mélange de conceptions de systèmes liées au secteur d'activités fonctionnelles et d'améliorations techniques nécessaires pour assurer la conformité au niveau du service et le soutien des fournisseurs à l'égard des technologies dans l'environnement complexe de l'ASFC (écosystèmes internes et externes).

3. PORTÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit fournir des services de GI-TI professionnels au fur et à mesure des besoins dans la région de la capitale nationale (RCN), conformément aux autorisations de tâches reçues. Les projets peuvent en être à l'une ou l'autre des étapes suivantes : au début, à l'étape de la détermination, au milieu des travaux ou à l'étape de la réalisation.

Les sujets suivants seront abordés :

N° des SPICT	Catégorie de ressources	Niveau d'expertise
I.11	Architecte de technologie (ingénieur de systèmes)	Niveau 3
I.11	Architecte de technologie (gestion des capacités)	Niveau 3
I.11	Architecte de technologie (authentification à deux facteurs)	Niveau 3

I.11	Architecte de technologie (systèmes existants)	Niveau 3
I.11	Architecte de technologie (spécialiste du centre de développement)	Niveau 3
P.9	Gestionnaire de projet	Niveau 3

4. TÂCHES

Les tâches possibles sont les suivantes, sans toutefois s'y limiter :

I.11 – Architecte de technologie – Ingénieur de systèmes – Niveau 3

- Définir les politiques et les exigences qui excluent une solution en particulier;
- Analyser et évaluer les options de solutions d'infrastructure visant à résoudre un problème commercial;
- Assurer l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques;
- Élaborer des normes, des cadres et des stratégies propres à la technologie, en accord avec les normes d'entreprise (par exemple, rétrocompatibilité, réutilisation);
- Faire des recommandations pour l'amélioration des normes de nomenclature;
- Fournir une analyse d'impact, une orientation et des conceptions pour l'intégration des technologies émergentes;
- Recommander des améliorations, la mise au point et l'optimisation en matière de sécurité, de résilience et de rendement;
- Identifier les risques liés aux infrastructures, tels que les points de défaillance uniques, et formuler des recommandations appropriées pour les atténuer;
- Suivre et faire évoluer les meilleures pratiques d'ingénierie liées à l'équilibrage de charge et à l'intégrité des transactions, à la gestion de la capacité (UC, mémoire, stockage, bande passante du réseau), au respect des politiques de sécurité (par exemple, zonage ITSG-22, authentification et autorisation), à la disponibilité (par exemple, redondance et basculement, masquage des pannes) et à la reprise après sinistre;
- Déterminer les exigences et les risques en matière d'interopérabilité entre les plates-formes (par exemple, Websphere Application Server sur les services d'appel d'ordinateurs principaux z/OS dans un contenant WebLogic d'Oracle dans le système d'exploitation RHEL);
- Évaluer l'incidence du changement d'infrastructure en se basant sur la mise à jour constante de logiciels commerciaux (COTS) liés au secteur d'activité et de leurs technologies de base (remarque : nécessite souvent la préparation d'une matrice de compatibilité), y compris l'analyse initiale des notes de mise en service suivie d'une certification pratique;
- Élaborer des stratégies de mise en œuvre, notamment en documentant des ensembles reproductibles de tâches séquentielles visant à aligner le code, les données (modifications de schémas, conversion de données et présélection de données) et l'infrastructure pendant la préparation en laboratoire;
- Élaborer des stratégies d'essai, une conception de bancs d'essai et de logiciels de validation, y compris la mise en œuvre de constructions de profilage pour la mesure (par exemple Introscope Wily) ainsi que des pilotes/scripts imitant la charge (par exemple Apache JMeter);
- Fournir une expertise en la matière pour l'analyse des causes profondes et la résolution des rapports d'incidents et de problèmes;
- Fournir du soutien technique et une expertise aux personnes et aux groupes, par écrit ou verbalement.

I.11 – Architecte de technologie – Gestion des capacités – Niveau 3

- Mettre en œuvre les politiques et les exigences qui excluent une solution en particulier;
- Mettre en œuvre des options de solutions d'infrastructure visant à résoudre un problème commercial;
- Assurer l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques;
- Faire des recommandations pour l'amélioration des normes de nomenclature;
- Fournir une analyse d'impact, une orientation et des conceptions pour l'intégration des technologies émergentes;
- Recommander des améliorations, la mise au point et l'optimisation en matière de sécurité, de résilience et de rendement;
- Identifier les risques liés aux infrastructures, tels que les points de défaillance uniques, et formuler des recommandations appropriées pour les atténuer;
- Exécuter les meilleures pratiques d'ingénierie liées à l'équilibrage de charge et à l'intégrité des transactions, à la gestion de la capacité (UC, mémoire, stockage, bande passante du réseau), au respect des politiques de sécurité (par exemple, zonage ITSG-22, authentification et autorisation), à la disponibilité (par exemple, redondance et basculement, masquage des pannes) et à la reprise après sinistre;
- Déterminer les exigences et les risques en matière d'interopérabilité entre les plates-formes (par exemple, Websphere Application Server sur les services d'appel d'ordinateurs principaux z/OS dans un contenant WebLogic d'Oracle dans le système d'exploitation RHEL);
- Évaluer l'incidence du changement d'infrastructure en se basant sur la mise à jour constante de COTS liés au secteur d'activité et de leurs technologies de base (remarque : nécessite souvent la préparation d'une matrice de compatibilité), y compris l'analyse initiale des notes de mise en service suivie d'une certification pratique;
- Exécuter des stratégies de mise en œuvre, notamment en documentant des ensembles reproductibles de tâches séquentielles visant à aligner le code, les données (modifications de schémas, conversion de données et présélection de données) et l'infrastructure pendant la préparation en laboratoire;
- Exécuter des stratégies d'essai, une conception de bancs d'essai et de logiciels de validation, y compris la mise en œuvre de constructions de profilage pour la mesure (par exemple Introscope Wily) ainsi que des pilotes/scripts imitant la charge (par exemple Apache JMeter);
- Fournir une expertise en la matière pour l'analyse des causes profondes et la résolution des rapports d'incidents et de problèmes;
- Fournir du soutien technique et une expertise aux personnes et aux groupes, par écrit ou verbalement.

I.11 Architecte de technologie – Authentification à deux facteurs – Niveau 3

- Mettre en œuvre les politiques et les exigences qui excluent une solution en particulier;
- Mettre en œuvre des options de solutions d'infrastructure visant à résoudre un problème commercial;
- Assurer l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques;
- Mettre en œuvre des normes, des cadres et des stratégies propres à la technologie, en accord avec les normes d'entreprise (par exemple, rétrocompatibilité, réutilisation);
- Faire des recommandations pour l'amélioration des normes de nomenclature;
- Fournir une analyse d'impact, une orientation et des conceptions pour l'intégration des technologies émergentes;
- Recommander des améliorations, la mise au point et l'optimisation en matière de sécurité, de résilience et de rendement;
- Identifier les risques liés aux infrastructures, tels que les points de défaillance uniques, et formuler des recommandations appropriées pour les atténuer;

- Suivre et faire évoluer les meilleures pratiques d'ingénierie liées à l'équilibrage de charge et à l'intégrité des transactions, à la gestion de la capacité (UC, mémoire, stockage, bande passante du réseau), au respect des politiques de sécurité (par exemple, zonage ITSG-22, authentification et autorisation), à la disponibilité (par exemple, redondance et basculement, masquage des pannes) et à la reprise après sinistre;
- Déterminer les exigences et les risques en matière d'interopérabilité entre les plates-formes (par exemple, Websphere Application Server sur les services d'appel d'ordinateurs principaux z/OS dans un contenant WebLogic d'Oracle dans le système d'exploitation RHEL);
- Évaluer l'incidence du changement d'infrastructure en se basant sur la mise à jour constante de COTS liés au secteur d'activité et de leurs technologies de base (remarque : nécessite souvent la préparation d'une matrice de compatibilité), y compris l'analyse initiale des notes de mise en service suivie d'une certification pratique;
- Exécuter des stratégies de mise en œuvre, notamment en documentant des ensembles reproductibles de tâches séquentielles visant à aligner le code, les données (modifications de schémas, conversion de données et présélection de données) et l'infrastructure pendant la préparation en laboratoire;
- Exécuter des stratégies d'essai, une conception de bancs d'essai et de logiciels de validation, y compris la mise en œuvre de constructions de profilage pour la mesure (par exemple Introscope Wily) ainsi que des pilotes/scripts imitant la charge (par exemple Apache JMeter);
- Fournir une expertise en la matière pour l'analyse des causes profondes et la résolution des rapports d'incidents et de problèmes;
- Fournir du soutien technique et une expertise aux personnes et aux groupes, par écrit ou verbalement.

I.11 – Architecte de technologie – Systèmes existants – Niveau 3

- Mettre en œuvre les politiques et les exigences qui excluent une solution en particulier;
- Mettre en œuvre des options de solutions d'infrastructure visant à résoudre un problème commercial;
- Assurer l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques;
- Fournir une analyse d'impact, une orientation et des conceptions pour l'intégration des technologies émergentes;
- Recommander des améliorations, la mise au point et l'optimisation en matière de sécurité, de résilience et de rendement;
- Identifier les risques liés aux infrastructures, tels que les points de défaillance uniques, et formuler des recommandations appropriées pour les atténuer;
- Suivre et faire évoluer les meilleures pratiques d'ingénierie liées à l'équilibrage de charge et à l'intégrité des transactions, à la gestion de la capacité (UC, mémoire, stockage, bande passante du réseau), au respect des politiques de sécurité (par exemple, zonage ITSG-22, authentification et autorisation), à la disponibilité (par exemple, redondance et basculement, masquage des pannes) et à la reprise après sinistre;
- Déterminer les exigences et les risques en matière d'interopérabilité entre les plates-formes (par exemple, Websphere Application Server sur les services d'appel d'ordinateurs principaux z/OS dans un contenant WebLogic d'Oracle dans le système d'exploitation RHEL);
- Évaluer l'incidence du changement d'infrastructure en se basant sur la mise à jour constante de COTS liés au secteur d'activité et de leurs technologies de base (remarque : nécessite souvent la préparation d'une matrice de compatibilité), y compris l'analyse initiale des notes de mise en service suivie d'une certification pratique;

- Mettre en œuvre des stratégies d'essai, une conception de bancs d'essai et de logiciels de validation, y compris la mise en œuvre de constructions de profilage pour la mesure (par exemple Introscope Wily) ainsi que des pilotes/scripts imitant la charge (par exemple Apache JMeter);
- Fournir une expertise en la matière pour l'analyse des causes profondes et la résolution des rapports d'incidents et de problèmes;
- Fournir du soutien technique et une expertise aux personnes et aux groupes, par écrit ou verbalement.

I.11 – Architecte de technologie – Centre de développement – Niveau 3

- Élaborer des architectures techniques, des cadres et des stratégies pour l'ASFC, pour la communauté des développeurs de l'ASFC ou pour un domaine d'application crucial de l'ASFC, dans le but de se conformer aux exigences en matière d'opérations et d'applications;
- Définir les politiques et les exigences qui excluent une solution en particulier;
- Analyser et évaluer des solutions technologiques de rechange pour résoudre des problèmes opérationnels;
- Veiller à l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques;
- Surveiller les tendances de l'industrie en vue d'assurer que les solutions cadrent bien avec les orientations technologiques du gouvernement et de l'industrie;
- Fournir des renseignements, une orientation et un soutien à l'égard des technologies nouvelles;
- Analyser les effets des modifications technologiques;
- Offrir de l'aide aux équipes des applications et de soutien technique en ce qui concerne la bonne utilisation de l'infrastructure en place;
- Examiner la conception des applications et des programmes ou la conception de l'infrastructure technique en vue de s'assurer de sa conformité aux normes et de recommander des améliorations du rendement;
- Identifier les composants communs de bas niveau et leurs dépendances afin de cartographier leur évolution en vue d'un découplage et d'une réutilisation maximale, notamment : les constructions, les mécanismes clés, les modèles, les cadres et la portabilité – en évitant les caractéristiques propres aux fournisseurs (propriétaires);
- Concevoir, développer, tester et déployer des méthodes (scripts, etc.) pour automatiser la création et la mise à l'essai de la base de code de manière à en accroître la stabilité et l'efficacité et d'en améliorer le contrôle de la qualité.
- Assurer la direction ou l'animation de différents groupes de travail techniques;
- Offrir de la formation et des séances de transfert de connaissances aux employés.

P.9 – Gestionnaire de projet – Niveau 3

- Gérer le projet pendant le développement, la mise en œuvre et le lancement en veillant à ce que les ressources soient disponibles et que le projet soit développé et totalement fonctionnel selon les délais, les coûts et les paramètres de rendement établis à l'avance;
- Formuler des énoncés de problèmes; établir des procédures pour le développement et mettre en œuvre des éléments importants, nouveaux ou modifiés des projets afin de résoudre les problèmes et d'obtenir les approbations nécessaires;
- Définir et documenter les objectifs du projet; définir les exigences budgétaires, la composition, de même que les tâches, les responsabilités et le mandat de l'équipe de projet;
- Produire des rapports sur l'avancement du projet de façon continue et à des stades bien précis de son déroulement;

- Rencontrer, à l'occasion de conférences, d'autres intervenants et gestionnaires de projet, et énoncer les problèmes de façon à pouvoir les régler;
- Préparer des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes pour faciliter l'analyse ou la présentation des problèmes;
- Travailler à l'aide de divers outils de gestion de projet;
- Faciliter l'approbation des projets;
- Diriger des ateliers et animer des séances sur les exigences opérationnelles et la modélisation avec des intervenants internes et externes;
- Concevoir des outils, des modèles et des méthodes pour assurer la formation continue et fournir une orientation aux employés de premier échelon de l'ASFC qui travaillent sur les projets, ce qui comprend le transfert des connaissances;

5. PRODUITS LIVRABLES – TOUTES CATÉGORIES

La documentation technique doit être créée par l'entrepreneur en utilisant Microsoft Word, Excel, PowerPoint, Project et Visio, avec des modèles fournis par l'ASFC, sauf indication contraire du responsable technique. L'entrepreneur doit fournir les produits livrables suivants et tout autre produit livrable indiqué dans l'autorisation de tâches délivrée, notamment les suivants :

- Spécification des exigences du système;
 - Spécification de l'architecture et de la conception axées sur les versions (index des composantes, devis quantitatifs et schéma de câblage);
 - Questionnaire de dimensionnement et plan de gestion des capacités;
 - Proposition de version technique à jour d'infrastructure;
 - Stratégie de mise en œuvre et modèle de déploiement;
 - Rapport de validation de principe et documentation de sortie;
 - Cas d'essai de réception des infrastructures, plan d'essai et rapport d'essai;
 - Cas d'essai de réception du rendement, plan d'essai et rapport d'essai;
 - Journal de suivi et d'atténuation des risques et des problèmes;
 - Rapport d'incident ou de problème;
 - Demande de modification ou de service;
 - Normes et pratiques exemplaires;
 - Demande de dérogation architecturale;
 - Séance d'information technique et présentation.
- **Documents d'organisation ou de coordination :**
 - Ordre du jour;
 - Procès-verbaux ou résumés de réunions;
 - Notes d'animation pour les réunions techniques ou de projet.
 - **Produits livrables en recherche et de développement :**
 - Consultation des parties prenantes, y compris la préparation et l'animation des réunions;
 - Examen de documents (par exemple, architectures de référence, études de cas d'utilisation des systèmes, feuilles de route technologiques des fournisseurs);
 - Pilotes d'essai, scripts et logiciels de validation;
 - Formation, mentorat et séances de transfert de connaissances aux employés.

6. ENVIRONNEMENT TECHNIQUE

La portée de l'infrastructure utilisée à l'ASFC comprend sept (7) domaines distincts :

- Matériel et systèmes d'exploitation : approvisionnement d'infrastructure en mode service (IaaS) par l'intermédiaire de SPC ou de fournisseurs de services infonuagiques;
- Plateforme ou intergiciel COTS (logiciel commercial) qui fait partie de l'environnement informatique national standard et fournit des services de base, tels que la mise en réseau, la surveillance, la messagerie et la sécurité.
- Les logiciels commerciaux (COTS) sont des produits logiciels qui sont intégrés dans une application pour fournir des processus commerciaux, par opposition aux COTS qui font partie de la plate-forme informatique réelle;
- SGBD, dépôts de données et réseaux de stockage;
- Piles intégrées propres aux applications, basées sur un langage de programmation, des technologies de soutien et des spécifications non fonctionnelles (par exemple IBM Websphere Application Server pour JAVA ou IBM CICS pour COBOL);
- Solutions d'entreprise, qui peuvent inclure des périphériques spécialisés et s'étendre aux environnements de développement intégrés (y compris les outils de programmation, le contrôle de version, l'emballage et le déploiement, le profilage et le débogage, et les scripts d'essai);
- Modèle robuste de reprise après sinistre nécessitant de l'expérience, y compris, mais sans s'y limiter, le réseau de stockage (SAN) reproduit dans le matériel, IBM GDPS, IBM HyperSWAP et IBM HADR.

Spécialisation détaillée

- Websphere Application Server d'IBM;
- Modèles de connectivité (par exemple, VPN IPSec, FTP, HTTPS);
- Flux d'applications JAVA (par exemple, appels SOAP/REST);
- Websphere MQ d'IBM;
- Logiciels de sécurité (par exemple, Computer Associates SiteMinder);
- Modèle d'application et de diffusion technologique simultanées avec un minimum de trois (3) phases.
- Modèles de connectivité (par exemple, VPN IPSec, FTP, HTTPS);
- Flux d'applications JAVA (par exemple, appels SOAP/REST);
- Logiciels de sécurité (par exemple, SiteMinder de Computer Associates);

Paysage technique de haut niveau de l'ASFC

- **Ordinateur principal z/OS avec les produits de niveau 1 suivants :**
 - Websphere Application Server d'IBM;
 - Websphere MQ d'IBM;
 - CICS Transaction Gateway d'IBM;
 - CA ACF2;
 - DB2 d'IBM.
- **UNIX-RHEL avec les produits de niveau 1 suivants :**
 - WebLogic Application Server d'Oracle;
 - Serveurs Web Apache;
 - SiteMinder Security Suite;

- Websphere MQ d'IBM;
- DB2 LUW d'IBM.
- **MS Windows avec les produits de niveau 1 suivants :**
 - SE de poste de travail, bureautique, outils de développement et de productivité de Microsoft Windows;
 - Matériel Microsoft Windows Server sur x.86;
 - Websphere MQ d'IBM;
 - Active Directory;
 - DB2 LUW d'IBM, Sybase, MS SQL Server.

Modèle de diffusion de l'ASFC

L'ASFC dispose d'un nombre important de laboratoires spécialisés adaptés pour répondre à des objectifs d'essais précis conformément au modèle STAR (Synchronous Technology et Application Release). Ces laboratoires comprennent :

- des bacs à sable expérimentaux ou des environnements de recherche;
- des environnements de développement ou de construction;
- des environnements de transition, de mise en scène ou d'essai;
- des environnements de production ou de soutien à la production.

7. CONTRAINTES

L'entrepreneur doit :

- Se conformer aux politiques, aux directives, aux normes et aux lignes directrices internes de l'ASFC en matière de sécurité, et ce, pour toute la durée du contrat.
- Se conformer au code de conduite de l'ASFC;
- Ne pas retirer de renseignements ou de données protégés des locaux de l'ASFC sans l'approbation appropriée du responsable technique, ce qui inclut les clés USB, les lecteurs externes et autres supports.

8. MÉTHODE ET SOURCE D'ACCEPTATION :

Tous les services rendus en vertu du contrat sont sujets à l'inspection du responsable technique.

9. LANGUE :

Les travaux seront exécutés et livrés en anglais.

10. EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS :

Chaque ressource doit remettre un rapport de situation hebdomadaire par voie électronique en format MS Word au responsable technique. Le rapport doit décrire brièvement les travaux entrepris pendant la période de référence, les travaux toujours en cours, ainsi que les problèmes ou les préoccupations que la ressource veut

porter à l'attention du responsable technique. Les rapports de situation doivent également être étayés par une feuille de temps mensuelle détaillée, mise en correspondance avec les produits livrables, en utilisant un modèle standard.

11. LIEU DE TRAVAIL :

Le travail sera effectué dans les locaux de l'ASFC situés au 333, chemin North River, Ottawa (Ontario), K1A 0L8 ou dans un autre lieu de l'ASFC de la région de la capitale nationale.

Pendant la période de pandémie de COVID-19, le travail hors site et les heures de travail seront assujettis aux directives de l'ASFC et du gouvernement dans son ensemble, dans le but que la majorité du travail soit effectué sur place dans les bureaux de l'ASFC situés dans la région de la capitale nationale, tandis que l'accès à distance peut être autorisé ou requis à la discrétion du gestionnaire. Chaque autorisation de tâche précisera le ou les lieux de travail. Dans les cas où le travail est effectué à distance, la ou les ressources doivent être disponibles pour assister à des téléconférences.

12. HEURES DE TRAVAIL :

Les heures de travail normales sont de 8 h à 18 h du lundi au vendredi, période pendant laquelle les ressources de l'entrepreneur doivent travailler 7,5 heures chaque jour. Une journée correspond à sept heures et demie (7,5) sans compter les pauses-repas.

13. SOUTIEN À LA CLIENTÈLE

L'ASFC fournira aux ressources ce qui suit :

- l'accès en matière de sécurité à l'immeuble;
- l'accès à un poste de travail et à un réseau;
- l'accès à la documentation pertinente sur le projet.

14. ACCESSIBILITÉ :

L'ASFC offre un accès sans obstacle à ses installations sur place qui sont destinées à être utilisées facilement, y compris les entrées de l'immeuble, les ascenseurs, les toilettes et les affiches.

Les normes de développement de logiciels de l'ASFC pour les applications internes et externes assurent le respect des normes des WCAG (les Règles pour l'accessibilité des contenus Web élaborées par le World Wide Web Consortium [W3C]).

APPENDICE A DE L'ANNEXE A

PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise sera identifié, une version préliminaire du formulaire d'autorisation de tâches joint à l'[appendice B de l'annexe A](#) sera remise à l'entrepreneur [conformément à la méthode d'attribution indiquée dans l'article du contrat intitulé « Attribution des autorisations de tâches ».] Lorsqu'il reçoit un formulaire d'autorisation de tâches, l'entrepreneur doit soumettre au chargé de projet son offre de prix pour les catégories de

ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'autorisation de tâches, ainsi que la ou les ressources proposées connexes. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins **deux jours ouvrables (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches)** pour présenter son offre de prix.

2. Avec chaque proposition de prix, l'entrepreneur doit proposer le nombre requis de ressources, et pour chaque ressource proposée, l'entrepreneur doit fournir un curriculum vitæ ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée, et doit remplir les tableaux de réponse à **l'appendice C de l'annexe A** qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans le projet d'autorisation de tâches. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitæ devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :
 - (i) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance. (Se reporter à **l'appendice D de l'annexe A**, Attestations.)
 - (ii) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission du projet d'autorisation de tâches à l'entrepreneur.
 - (iii) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre ou l'accréditation exigé à la publication du projet d'autorisation de tâches et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, d'un diplôme ou d'un grade, ce document doit être à jour, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat ou, si l'entité n'est pas précisée, par une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment où le document a été émis.
 - (iv) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - (v) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex. deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitæ ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).
 - (vi) Le curriculum vitæ ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'autorisation de tâches, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.
3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à **l'appendice C de l'annexe A**, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des

renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada n'attribuera aucun point à l'entrepreneur ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera l'entrepreneur par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.

4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'autorisation de tâches ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'offre de prix pourrait être déclarée irrecevable.
5. Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées dans le cadre des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir une note minimale requise pour les critères cotés pour la catégorie de ressource applicable. Si la note d'une ressource proposée est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
6. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le chargé de projet, le formulaire d'autorisation de tâches sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d'autorisation de tâches doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'autorisation de tâches (l'autorisation de tâches) approuvé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'autorisation de tâches le seront à ses risques.

APPENDICE B DE L'ANNEXE A
FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES
(CI-JOINT)

APPENDICE D DE L'ANNEXE A

ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHES

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à l'offre de prix de l'entrepreneur au moment de sa soumission au Canada.

1. ATTESTATION D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste par la présente que tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et autres documents soumis pour l'exécution des travaux, plus particulièrement l'information relative aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels ont été vérifiés par ses soins et qu'ils sont complets et exacts. De plus, l'entrepreneur garantit que chaque personne qu'il propose pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans l'autorisation de tâches.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre de cette autorisation de tâches, les personnes proposées dans la proposition de prix pourront commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'émission de l'autorisation de tâches approuvée, ou dans le délai précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser les travaux requis.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si l'entrepreneur a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux liés à cette autorisation de tâches et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. En tout temps pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne concernée, de la permission donnée à l'entrepreneur ainsi que de sa disponibilité. Le non-respect de la demande peut être considéré comme un manquement au contrat en vertu des conditions générales.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE – anglais

L'entrepreneur atteste que chaque ressource proposée en réponse au présent projet d'autorisation de tâches : maîtrise l'anglais. Les personnes proposées doivent communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Numéro de la DDP ::
47419-211212/A

Numéro de la modification:

Acheteur:
639EL

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT :

Période initiale du contrat (1 an) (Date de l'attribution du contrat à _____)		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
I.11 Architecte de technologie (Ingénieur de systèmes)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Gestion des capacités)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Authentification à deux facteurs)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Systèmes existants)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologies (Spécialiste centre de développement)	Niveau 3	
P.9 Gestionnaire de projet	Niveau 3	

PÉRIODES D'OPTION :

Période d'option 1 (du _____ au _____)		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
I.11 Architecte de technologie (Ingénieur de systèmes)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Gestion des capacités)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Authentification à deux facteurs)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Systèmes existants)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologies (Spécialiste centre de développement)	Niveau 3	

P.9 Gestionnaire de projet	Niveau 3	
-----------------------------------	-----------------	--

Période d'option 2 (du _____ au _____)		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
I.11 Architecte de technologie (Ingénieur de systèmes)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Gestion des capacités)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Authentification à deux facteurs)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Systèmes existants)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologies (Spécialiste centre de développement)	Niveau 3	
P.9 Gestionnaire de projet	Niveau 3	

Période d'option 3 (du _____ au _____)		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
I.11 Architecte de technologie (Ingénieur de systèmes)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Gestion des capacités)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Authentification à deux facteurs)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Systèmes existants)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologies (Spécialiste centre de développement)	Niveau 3	
P.9 Gestionnaire de projet	Niveau 3	

Période d'option 4 (du _____ au _____)		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
I.11 Architecte de technologie (Ingénieur de systèmes)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Gestion des capacités)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Authentification à deux facteurs)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologie (Systèmes existants)	Niveau 3	
I.11 Architecte de technologies (Spécialiste centre de développement)	Niveau 3	
P.9 Gestionnaire de projet	Niveau 3	

ANNEXE C
(CI-JOINT)



COMMON-PS-SRCL#34

Contract Number / Numéro du contrat 1000351212
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE			
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Information, Science and Technology Branch	
Canada Border Services Agency			
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail IT Professional Services for Technical Architects and Project Managers in support of the CBSA's business objectives			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	NATO SECRET COSMIC TOP SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

COMMON-PS-SRCL#34



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

1000351212

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ Non ☐ Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ Non ☐ Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☐ RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ

☐ CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL

☒ SECRET
SECRET

☐ TOP SECRET
TRÈS SECRET

☐ TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT

☐ NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL

☐ NATO SECRET
NATO SECRET

☐ COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET

☐ SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? ☒ No ☐ Yes
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ Non ☐ Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes
☒ Non ☐ Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ Non ☐ Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes
☒ Non ☐ Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? ☒ No ☐ Yes
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ Non ☐ Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ Non ☐ Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes
☒ Non ☐ Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

COMMON-PS-SRCL#34



Contract Number / Numéro du contrat

1000351212

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

PIÈCE JOINTE 1

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex. pour obtenir des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Adresse électronique	
Agent de sécurité d'entreprise	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Adresse électronique	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du soumissionnaire [voir les instructions et conditions uniformisées 2003] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction de la dénomination sociale fournie plutôt qu'en fonction du NEA, et le soumissionnaire devra fournir le NEA qui correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire.]		
Compétence du contrat : Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différent de celui précisé dans la demande)		

<p>Anciens fonctionnaires</p> <p>Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Ancien fonctionnaire », dans la Partie 2 de la demande de soumissions.</p>	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini dans la demande de soumissions?</p> <p>Oui _____ Non _____</p> <p>Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.</p>
	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?</p> <p>Oui _____ Non _____</p> <p>Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.</p>
<p>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire</p> <p>[Indiquer le niveau et la date d'attribution]</p> <p>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le nom dans l'attestation de sécurité doit correspondre à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]</p>	
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le soumissionnaire considère que lui-même et les ressources qu'il propose peuvent répondre aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. la soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions. 	
<p>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire</p>	

PIÈCE JOINTE 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION – EXIGENCES OBLIGATOIRES

Les propositions techniques seront évaluées et cotées conformément aux critères d'évaluation suivants (exigences obligatoires et exigences cotées). La justification de la conformité aux exigences obligatoires (O) et aux exigences cotées (C) ne doit pas être une simple répétition des exigences, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences. Si le Canada détermine que la justification de la conformité à une exigence obligatoire n'est pas complète, le soumissionnaire sera jugé non conforme. Quant aux exigences cotées, le soumissionnaire devra prouver qu'il les respecte pour obtenir des points.

1.0 CRITÈRES OBLIGATOIRES POUR LES ENTREPRISES

Numéro de critère	Critères obligatoires	Ré
		Satis OUI/I
O1	<p><u>Expérience de l'entreprise</u></p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a obtenu, au cours des cinq (5) dernières années précédant la date de publication de la soumission*, un ou plusieurs contrats dans le cadre desquels il a fourni des services de technologie de l'information pour l'analyse, la conception, le développement, la mise en œuvre et le soutien opérationnel continu de projets d'infrastructures critiques et complexes (appelés « versions »), avec une valeur contractuelle combinée minimale de quatre millions de dollars.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité avec ce critère, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour chaque contrat cité en référence pour l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Un tableau de réponse du soumissionnaire rempli fourni à l'appendice A de la pièce jointe 2; b. Une lettre signée par le client, et non par le soumissionnaire, attestant que les renseignements fournis au tableau de réponse du soumissionnaire sont exacts. 	
O2^{PC}	<p><u>Capacités de l'entreprise</u></p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer son expérience dans la fourniture de quatre ou plus des catégories de ressources énumérées dans le tableau ci-dessous, y compris au moins un gestionnaire de projet de niveau 3, pour le nombre minimum de jours facturables requis par catégorie de ressources. Chacune des ressources désignées doit avoir travaillé dans le cadre d'au moins un contrat d'une durée minimale de six mois consécutifs au cours des trois années précédant la date de publication de la soumission*.</p>	

Numéro de critère	Critères obligatoires				Ré
					Satis OUI/I
	Numéro	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables		
	1.	Architecte de technologie (ingénieur de systèmes) – Niveau 3	120		
	2.	Architecte de technologie (gestion des capacités) – Niveau 3	120		
	3	Architecte de technologie (authentification à deux facteurs) – Niveau 3	120		
	4	Architecte de technologie (systèmes existants) – Niveau 3	120		
	5	Architecte de technologie (spécialiste du centre de développement) – Niveau 3	120		
	6	Gestionnaire de projet - Niveau 3	120		
	<p>Pour démontrer la conformité à ce critère, le soumissionnaire doit fournir une annexe B à la pièce jointe 2 – Tableau de réponse du soumissionnaire, dûment remplie, pour chaque référence de contrat soumise dans le Modèle de réponse — Jours facturables.</p> <p>Une journée facturable signifie une journée travaillée et facturée au client, calculée à 7,5 heures ou plus par jour.</p>				
03	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il détient une certification ISO 9001 à jour et valide.</p> <p>Remarque : Une copie de la certification doit accompagner la soumission.</p>				

*La date de publication de la sollicitation est le 19-01-2021

ANNEXE A DE LA PIÈCE JOINTE 2

TABLEAU DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE O.1 – Expérience de l'entreprise <i>Le soumissionnaire doit reproduire le tableau pour chaque contrat cité en référence pour l'entreprise.</i>		
Description de contrat cité en référence pour l'entreprise (À remplir par le soumissionnaire)		
Renseignements sur le client	Nom de l'organisation cliente	
	Adresse	
	Numéro du bon de commande ou du contrat	
	Titre du contrat ou du projet	
	Nom et titre du client	
	Numéro de téléphone du client	
	Adresse de courriel du client	
1.	En se limitant à une page, fournir une brève description du contrat du soumissionnaire en ce qui concerne la fourniture de ressources informatiques responsables de l'analyse, de la conception, du développement, de la mise en œuvre et du soutien opérationnel continu de projets d'infrastructures critiques et complexes (parfois appelés « versions »).	
2.	Nom de la catégorie de ressources (tel qu'il figure dans le contrat de référence)	
3.	Liste des tâches et des principales responsabilités pour la catégorie de ressources indiquée à la section 2 ci-dessus.	
4.	Indiquer les dates de début et d'achèvement du contrat (de mm/aaaa à mm/aaaa)	
5.	Indiquer la valeur contractuelle facturée totale (en dollars canadiens, taxes incluses) au cours des cinq (5) années précédant la date de publication de la soumission de la présente DP.	

Numéro de la DDP ::
47419-211212/A

Numéro de la modification:

Acheteur:
639EL

Annexe B de la pièce jointe 2

MODÈLES DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE

O.2 - Capacités de l'entreprise

1. MODÈLE DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE POUR LES JOURS FACTURABLES

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NOMBRE DE JOURS FACTURABLES					
	Référence croisée au n° de référence de contrat	Référence croisée au n° de référence de contrat	Référence croisée au n° de référence de contrat	Référence croisée au n° de référence de contrat	Nombre total de jours facturables	Valeur en dollars du nombre total de jours facturables
I11 – Architecte de technologie (ingénieur de systèmes) – Niveau 3						
I11 – Architecte de technologie (gestion des capacités) – Niveau 3						
I11 – Architecte de technologie (authentification à deux facteurs) – Niveau 3						
I11 – Architecte de technologie (systèmes existants) – Niveau 3						
I11 – Architecte de technologie (spécialiste du centre de développement) – Niveau 3						
P.9 – Gestionnaire de projet – Niveau 3						
Total :						

2. MODÈLE DE RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE POUR LES RENVOIS AU CONTRAT

REPRODUIRE LE FORMULAIRE SUIVANT, AU BESOIN

FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DE CLIENT	
<< Insérer la catégorie de ressource et le niveau >>	
	Nom du soumissionnaire
	Numéro de référence du contrat assigné par le soumissionnaire
Coordonnées du client	Nom de l'organisation
	Titre du projet
	Nom et titre de la personne-ressource du client
	Coordonnées (numéro de téléphone et adresse de courriel)
Détails du projet	Valeur du projet ou du contrat pour le soumissionnaire
	Date de début et de fin du projet (mm/aaaa à mm/aaaa) pour le temps consacré au projet par le soumissionnaire
	Description du projet
	S'agit-il d'un contrat pour des SPICT? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Confirmation de la catégorie de ressources	
A. Nom de la ressource et de la catégorie de ressources (tel qu'il figure dans le contrat de référence)	
B. Liste des tâches pour la catégorie de ressources indiquée à la section A ci-dessus	

FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DE CLIENT << Insérer la catégorie de ressource et le niveau >>	
Remarque : Il n'est pas nécessaire de remplir la ligne B si le contrat cité en référence est un contrat pour des SPCIT et si la catégorie de ressource inscrite à la ligne A est la même que celle exigée au critère O.2 de l'invitation à soumissionner.	
C. Jours facturables	
D. Jours facturables à partir de la date de début de l'événement : jj/mm/aaaa et se terminant à la date suivante : jj/mm/aaaa	REMARQUE : Conformément au critère O.2, tous les jours facturables démontrés doivent se situer dans les cinq ans précédant la date de publication de l'invitation à soumissionner.

2.0 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES

Le soumissionnaire doit proposer six (6) ressources et fournir six (6) curriculum vitae à jour, conformément au tableau ci-dessous. Les catégories de ressources indiquées dans le tableau ci-dessous seront évaluées à la date de clôture de l'invitation à soumissionner. Les ressources supplémentaires ne seront évaluées qu'après l'octroi du contrat, lorsque des tâches précises seront requises.

À cette fin, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour chaque projet indiqué :

- Nom du projet;
- Organisation cliente;
- Coordonnées du représentant du projet du client;
- Dates de début et de fin du projet, et durée;
- Description du projet
- Description du rôle exercé et des tâches exécutées par la ressource.

SPICT Référence	Catégorie de ressources	Nombre de ressources qui seront proposées	Nombre de curriculum vitae qui seront proposés
I.11	Architecte de technologie (ingénieur de systèmes) – Niveau 3	1.	1
I.11	Architecte de technologie (gestion des capacités) – Niveau 3	1.	1
I.11	Architecte de technologie (authentification à deux facteurs) – Niveau 3	1.	1
I.11	Architecte de technologie (systèmes existants) – Niveau 3	1.	1
I.11	Architecte de technologie (spécialiste du centre de développement) – Niveau 3	1.	1
P.9	Gestionnaire de projet, Niveau 3	1.	1

2.1 Critères obligatoires en matière de ressources — Architecte de technologie (ingénieur de systèmes) — Niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critère obligatoire	Réponse du soumissionnaire	
		Expérience démontrée et référence croisée à la proposition (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de la soumission en matière de transformation des exigences commerciales ou des architectures en spécifications liées à la mise en œuvre de l'infrastructure physique pour des projets de moyenne à grande envergure*.</p> <p>* Les projets de moyenne à grande envergure sont des projets dont le cycle de développement et de lancement dépasse cinq (5) mois.</p>		
O2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de deux (2) ans d'expérience au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de la soumission, en faisant des recherches sur la topologie et les composants des systèmes existants et en la documentant.</p>		
O3	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de la soumission dans la rédaction ou la maintenance de la documentation sur les spécifications techniques pour le matériel ou les logiciels intégrés dans une infrastructure nouvelle ou en évolution.</p>		

O4	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des sept (7) dernières années précédant la date de publication de l'appel d'offres, dans le soutien d'un environnement WebSphere basé sur z/OS impliquant de multiples développements, des environnements de transition et de soutien à la production, chacun ayant ses propres bases de données et une connectivité aux systèmes existants et aux interfaces externes.	
----	---	--

2.2 Critères obligatoires en matière de ressources — Architectes des technologies (gestion de la capacité d'intégration des systèmes) — Niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critère obligatoire	Réponse du soumissionnaire	
		Expérience démontrée et référence croisée à la proposition (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de la soumission en matière de transformation des exigences commerciales ou des architectures en spécifications liées à la mise en œuvre de l'infrastructure physique pour des projets de moyenne à grande envergure*.</p> <p>* Les projets de moyenne à grande envergure sont des projets dont le cycle de développement et de lancement dépasse cinq (5) mois.</p>		

O2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de deux (2) ans d'expérience au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de la soumission, dans la conception et la mise en œuvre des technologies associées à la gestion des capacités.		
O3	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de la soumission dans la rédaction ou la maintenance de la documentation sur les spécifications techniques pour le matériel ou les logiciels intégrés dans une infrastructure nouvelle ou en évolution.		

2.3 Critères obligatoires en matière de ressources – Architecte de technologie, intégrateurs de systèmes – Authentification à deux facteurs de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critère obligatoire	Réponse du soumissionnaire	
		Expérience démontrée et référence croisée à la proposition (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de trois (3) ans d'expérience au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de la soumission en ingénierie des infrastructures informatiques requises pour les applications commerciales sur la Plateforme des services terminaux (TSP) de Microsoft au moyen d'extensions Citrix.		

O2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de trois (3) ans d'expérience au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de la soumission en ingénierie des infrastructures informatiques requises pour l'authentification à deux facteurs.		
O3	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de trois (3) ans d'expérience au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de la soumission en matière d'incidence et d'essais en ce qui a trait à tous les types suivants de modifications de l'infrastructure informatique pour les applications liées au secteur d'activité sur la Plateforme des services terminaux (TSP) de Microsoft en utilisant des extensions Citrix : <ul style="list-style-type: none"> • Système d'exploitation; • Correctifs de sécurité; et • Logiciel commercial (COTS). 		
O4	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de trois (3) ans d'expérience au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de la soumission dans la rédaction ou la maintenance de la documentation sur les spécifications techniques pour le matériel ou les logiciels intégrés dans les infrastructures nouvelles ou en évolution Windows ou Citrix.		

2.4 Critères obligatoires en matière de ressources – Architecte de technologie – Intégrateurs de systèmes – Systèmes existants de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critère obligatoire	Réponse du soumissionnaire	
		Expérience démontrée et référence croisée à la proposition (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de la soumission en matière de transformation des exigences commerciales non fonctionnelles en spécifications d'infrastructure pour des projets de moyenne à grande envergure*.</p> <p>* Les projets de moyenne à grande envergure sont des projets dont le cycle de développement et de lancement dépasse cinq (5) mois.</p>		
O2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de deux (2) ans d'expérience au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de la soumission dans l'analyse de la compatibilité des produits COTS liés au secteur d'activité par rapport à la plateforme et aux composantes de l'infrastructure de soutien.</p>		
O3	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de la soumission dans la rédaction ou la maintenance de la documentation sur les spécifications techniques pour le matériel ou les logiciels intégrés dans une infrastructure nouvelle ou en évolution.</p>		

2.5 Critères obligatoires en matière de ressources — Architectes des technologies de niveau 3 — Spécialiste du centre de développement de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critère obligatoire	Réponse du soumissionnaire	
		Expérience démontrée et référence croisée à la proposition (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de sept (7) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de la soumission dans l'architecture, la conception, la mise en œuvre et le soutien de systèmes d'intégration continue JAVA qui comprennent tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Système de contrôle des versions; • Eclipse; • Scripts de construction et d'emballage basés sur ANT/Python, versions de mise à l'essai, analyse de code statique; • Intégration d'essai JUnit pour les grands systèmes intégrés; <p>Le soumissionnaire doit décrire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le processus de construction et d'emballage et les outils utilisés; • les tâches effectuées par la ressource proposée pour le système. 		

O2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de sept (7) ans d'expérience, au cours des dix (10) années précédant la date de publication de la présente soumission dans l'évaluation et la recommandation de l'utilisation de versions et de combinaisons de cadres à accès libre pour les applications JAVA exécutées sur l'environnement d'ordinateur principal z/OS d'IBM et dans le soutien en matière de connaissances aux développeurs d'applications pour l'utilisation de ces cadres.		
O3	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de dix (10) ans d'expérience, au cours des quinze (15) années précédant la date de publication de la soumission dans le développement d'architectures, de conceptions et de spécifications pour des systèmes critiques, à disponibilité élevée et à grand volume, qui mettent en œuvre JAVA à destination et en provenance du système de contrôle de l'information (CICS COBOL) par l'intermédiaire d'un intergiciel axé sur le message de la série MQ.		
O4	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de la soumission dans l'installation, la configuration, la mise au point du rendement et l'intégration de solutions d'entreprise en utilisant tous les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Déploiement de réseau basé sur le serveur d'applications WebSphere; • Serveur d'applications WebSphere; • WebLogic; • Liberty; • Technologies incorporantes; • Technologies d'authentification de signature unique (LTPA) basées sur le serveur d'applications 		

	<p>WebSphere d'IBM, ou une technologie d'authentification similaire);</p> <ul style="list-style-type: none"> • MQ Series d'IBM; • Global Name Recognition d'IBM; • WebSphere Operational Decision Management d'IBM pour les systèmes à disponibilité et à volume élevés. <p>À cette fin, le soumissionnaire doit fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom du ou des projet(s) et sa description • une expérience manifeste en tant qu'architecte de technologie/d'applications et décrire comment la technologie a été utilisée dans le projet sélectionné 		
O5	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de dix (10) ans d'expérience au cours des quinze (15) dernières années avant la date de publication de la soumission en installation ET en soutien des logiciels de développement JAVA.		
O6	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de dix (10) ans d'expérience au cours des quinze (15) dernières années avant la date de publication de la soumission en ingénierie et en dépannage du déplacement des applications Web entre les environnements/versions/plateformes dans chacun des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élément 1 – Le déplacement de codes d'applications entre les environnements de développement et d'essais (par exemple, entre un environnement de tests unitaires et un environnement d'essais d'acceptation par l'utilisateur). • Élément 2 – Le déplacement de codes d'applications vers des versions de serveurs d'applications différentes ou plus récentes (par exemple, à partir de WAS d'IBM vers 		

	<p>WebLogic d'Oracle ou à partir de différentes versions de WAS d'IBM).</p> <ul style="list-style-type: none">• Élément 3 – Le déplacement de codes d'applications à partir d'une plateforme Windows vers une plateforme centrale. <p>Ces trois éléments ne doivent pas nécessairement provenir d'un seul projet.</p>	
--	--	--

2.6 Critères obligatoires en matière de ressources – Gestionnaires de projet de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critère obligatoire	Réponse du soumissionnaire	
		Expérience démontrée et référence croisée à la proposition (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des sept (7) dernières années avant la date de publication de la soumission dans la gestion d'un projet durant les phases de développement, de mise en œuvre et d'exploitation, afin de répondre aux exigences d'un projet impliquant un mandat opérationnel 24 heures par jour, 7 jours par semaine, et impliquant deux intervenants ou plus.		
O2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des sept (7) dernières années avant la date de publication de la soumission avec Microsoft Project dans le but de rendre compte des étapes du projet.		
O3	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des sept (7) dernières années avant la date de publication de la soumission dans l'élaboration de documents liés au projet tels que les chartes, les plans et les calendriers.		

PIÈCE JOINTE 3 CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION – EXIGENCES COTÉES

3.1 Critères cotés en matière de ressources — Architecte de technologie – Ingénieur de systèmes – Niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____				
Numéro	Critères cotés	Note MAX.	Échelle de points	Pointage du soumissionnaire
C1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, en rédaction ou en maintien à jour des types de documentation sur les spécifications techniques suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> Configuration : documentation fournissant des paramètres de configuration propres au laboratoire ou au produit Connectivité : documentation fournissant des spécifications d'interopérabilité pour l'échange de données informatiques entre deux partenaires 	15	<p>Un (1) point pour chaque projet pertinent sera attribué pour un maximum de trois (3) points par élément :</p> <ol style="list-style-type: none"> Configuration Connectivité Schéma de câblage Ordre de travail Nomenclature <p>Jusqu'à quinze (15) points</p>	Réponse du soumissionnaire [Expérience démontrée et référence croisée à la proposition (n° de page)]

	<p>3. Schéma de câblage : modèle de mise en œuvre physique des flux d'affaires par l'intermédiaire de composantes d'infrastructure</p> <p>4. Ordre de travail : demandes de changement, engagement des parties prenantes, ou documents de proposition de version</p> <p>5. Nomenclature : liste complète de toutes les technologies en jeu pour un projet précis</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p>				
C2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années, dans la conception de connexions techniques sécurisées à des systèmes externes, pour un minimum de deux des types de connectivité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> gouvernementale canadienne (par exemple, de l'ASFC à la GRC) non gouvernementale (par exemple, de l'ASFC à Secteur privé Inc.) 	5.	<p>(1) point pour chaque élément :</p> <p><u>Connectivité gouvernementale canadienne</u> 1 connexion = 0 point de 2 à 5 connexions = 1 point 5 connexions et plus = 2 points</p> <p><u>Connectivité non gouvernementale</u> 1 connexion = 0 point</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> internationale (par exemple, de l'ASFC à l'USCBP) <p>Les points d'activation et de terminaison de la connectivité doivent être décrits pour que les points puissent être attribués, par exemple, de l'ASFC à la GRC.</p> <p>Remarque : le terme « gouvernemental » désigne uniquement l'échelon fédéral ou provincial (et non municipal).</p>		de 2 à 5 connexions = 1 point 5 connexions et plus = 2 points <u>Internationale</u> 1 connexion et plus = 1 point Jusqu'à cinq (5) points		
C3	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, en matière de conception technique qui comprend les technologies suivantes :</p> <p><u>Plateformes de système d'exploitation</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Plateforme du système d'exploitation RedHat Enterprise de LINUX (RHEL) <p><u>Plateformes JAVA</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 2. WebLogic d'Oracle sur RHEL <p><u>Technologies de soutien</u></p>	10	<p>(1) point pour chaque élément :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RHEL 2. WLS sur RHEL 3. DB2 sur z/OS 4. DB2 LUW 5. Wily 6. SiteMinder 7. Apache 8. Équilibreurs de charge 9. DataPower 10. Pare-feu <p>Jusqu'à dix (10) points</p>		

	3. DB2 d'IBM sur Z/OS 4. DB2 LUW d'IBM 5. Logiciel de surveillance Wily Introscope de Computer Associates 6. Suite de sécurité SiteMinder de Computer Associates 7. WebServer d'Apache 8. Équilibreurs de charge F5 ou Cisco 9. DataPower d'IBM 10. Pare-feu (par exemple Checkpoint, Fortinet) Le soumissionnaire doit inclure une description du projet dans lequel la ressource a travaillé avec la technologie précise afin que des points soient attribués. Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.				
C4	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, en matière de conception technique quant aux technologies WebSphere fondées sur z/OS suivantes :	15	Trois (3) points pour chaque élément : 1. Z/OS d'IBM 2. WAS sur z/OS 3. WAS sur RHEL 4. MQ sur z/OS 5. MQ sur RHEL Jusqu'à quinze (15) points		

	<p><u>Plateformes de système d'exploitation</u></p> <p>1. Plateforme du système d'exploitation z/OS d'IBM</p> <p><u>Plateformes JAVA</u></p> <p>2. Serveur d'applications WebSphere (WAS) sur z/OS d'IBM</p> <p>3. Serveur d'applications WebSphere sur RHEL d'IBM</p> <p><u>Technologies de soutien</u></p> <p>4. Logiciel de messagerie Websphere MQ sur z/OS d'IBM</p> <p>5. Logiciel de messagerie Websphere MQ sur RHEL d'IBM</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a travaillé <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : WebLogic ne sera pas considéré comme un équivalent de WebSphere. Aucun point ne sera accordé pour cet élément.</p>				
--	---	--	--	--	--

C5	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, quant à la documentation et aux outils de modélisation suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> WIKI : Atlassian Confluence ou équivalent Gestion de contenu : GCdocs (OpenText) ou équivalent Surveillance des défauts : Atlassian JIRA ou équivalent Gestion des services : BMC Remedy Modélisation : Microsoft Visio <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a utilisé l'outil doit être fourni pour que des points soient attribués.</p>	5.	<p>(1) point pour chaque élément :</p> <ol style="list-style-type: none"> Logiciel WIKI Gestion de contenu Surveillance des défauts Gestion des services Modélisation <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>		
	Total des points	50			
	Note de passage (70 %) ou nombre de points	35			

3.2 Architectes des technologies – Intégrateurs de systèmes – Gestion des capacités de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____				
	Critères cotés	MAX.	Échelle de points	Pointage du soumissionnaire
			Réponse du soumissionnaire (Expérience manifeste et renvoi à la proposition (n° de page))	
C1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans la réalisation des types suivants d'activités de planification des capacités associées à des applications liées au secteur d'activité :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Traitement (UC ou MIPS) 2. Mémoire 3. Stockage <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé les activités doit être fourni pour que des points soient attribués.</p>	15	<p>Cinq (5) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Traitement (UC ou MIPS) 2. Mémoire 3. Stockage <p>Jusqu'à quinze (15) points</p>	

C2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, en matière de conception <u>et</u> de programmation des composantes techniques suivantes pour un programme de gestion des capacités :</p> <ol style="list-style-type: none"> Acquisition de données : consolidation des flux de données provenant de diverses sources dans un dépôt commun Manipulation des données : détermination d'une structure de données standard, transformation des données, filtrage des données Génération de graphiques : représentations graphiques des processus de relevé de services reçus et de la consommation par application liée au secteur d'activité Interface graphique utilisateur (GUI) : création de vues de facturation ou de planification pour l'utilisateur final, intégration dans un site Web ou un WIKI Rapports : création de rapports automatisés ou ponctuels <p>Un (1) exemple précis de projet dans le cadre duquel la ressource a utilisé la composante technique <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</p>	<p>Deux (2) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <ol style="list-style-type: none"> Acquisition des données Manipulation des données Génération de graphiques IGU Rapports <p>Jusqu'à dix (10) points</p>		
----	--	--	--	--

C3	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, avec les technologies suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. ElasticSearch2. Kibana3. Logstash4. JSON5. Installations de gestion des systèmes (SMF) d'IBM6. WordPress7. Drupal8. Base de données graphique9. Wily Introscope de Computer Associates10. Oracle JAVA <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a travaillé avec la technologie particulière doit être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p>	10	<p>Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <ol style="list-style-type: none">1. ElasticSearch2. Kibana3. Logstash4. JSON5. SMF d'IBM6. WordPress7. Drupal8. Base de données graphique9. Wily Introscope10. Oracle JAVA <p>Jusqu'à dix (10) points</p>		
----	--	----	---	--	--

C4	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans l'utilisation de la documentation et des outils de modélisation suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. WIKI : Atlassian Confluence ou équivalent2. Gestion de contenu : GCdocs (OpenText) ou équivalent3. Surveillance des défauts : Atlassian JIRA ou équivalent4. Modélisation : Microsoft Visio5. Planification : Microsoft Project <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a utilisé l'outil doit être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p>	5.	<p>Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Logiciel WIKI2. Gestion de contenu3. Surveillance des défauts4. Microsoft Visio5. Microsoft Project <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>		
	Total des points	40			
	Note de passage (70 %) ou nombre de points	28			

3.3 Architectes des technologies – Intégrateurs de systèmes – Authentification à deux facteurs de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés –	MAX.	Échelle de points	Pointage du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (Expérience démontrée et référence croisée à la proposition (n° de page))
C1	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans l'ingénierie des types de mise en œuvre des services terminaux suivants : 1. Connexion à un programme dorsal Citrix distant sur le réseau d'une organisation gouvernementale 2. Intégration d'une suite bureautique sur Citrix à un système de gestion de contenu	10	Cinq (5) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet. 1. Connexion à un programme dorsal Citrix distant sur le réseau d'une organisation gouvernementale 2. Intégration d'une suite bureautique sur Citrix à un système de gestion de contenu Jusqu'à dix (10) points		
C2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication	10	Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet. 1. Alignement d'un nouveau modèle de		

	<p>de la soumission, en matière d'ingénierie ou de fourniture d'expertise en la matière à l'appui des types suivants d'initiatives d'authentification à deux facteurs (2FA) :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Alignement d'un nouveau modèle de carte à puce sur les ensembles de composants existants d'un pilote de périphérique2. Alignement d'un nouveau matériel de lecture de carte à puce sur les ensembles de composants existants d'un pilote de périphérique3. Intégration avec un système de gestion de cartes4. Validation d'un intericiel de gestion de jetons (par exemple, QMC)4. Validation de la compatibilité avec un intericiel de gestion de jetons d'authentification fondé sur un certificat (par exemple, SAC)5. Validation de la compatibilité avec le stockage de certificats et des clés correspondantes (par exemple Entrust) sur des jetons		<p>carte à puce sur les ensembles de composants existants d'un pilote de périphérique</p> <ol style="list-style-type: none">2. Alignement d'un nouveau matériel de lecture de carte à puce sur les ensembles de composants existants d'un pilote de périphérique3. Intégration avec un système de gestion de cartes4. Validation d'un intericiel de gestion de jetons (par exemple SAC)5. Stockage des certificats et des clés sur des jetons6. Langues officielles7. Gestion d'Entrust8. Requis ou redondants9. Préparation de la DP10. PDP pour les offres de 2FA <p>Jusqu'à dix (10) points</p>	
--	---	--	--	--

	<p>6. Validation du soutien aux langues officielles (par exemple, français/anglais)</p> <p>7. Validation de la gestion des autorités de certification racines et de niveau intermédiaire fiables d'Entrust</p> <p>8. Examen des certificats requis ou redondants</p> <p>9. Préparation d'une demande de proposition pour des systèmes de gestion de cartes, des modèles de cartes à puce, des lecteurs ou des intergiciels</p> <p>10. Preuve de proposition pour les offres de fournisseurs de technologies 2FA</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé les produits livrables doit être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p>				
C3	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a réalisé, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication</p>	5.	Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.		

	<p>de la soumission, les tâches d'ingénierie suivantes :</p> <p>1. Cas de non-conformité ayant une incidence : déterminer la perturbation de l'organisation en fonction de l'évolution technologique</p> <p>2. Conception : s'assurer que la solution répond aux exigences de niveau de service (capacité, sécurité, disponibilité et rendement)</p> <p>3. Stratégie de mise en œuvre : analyse requise pour la mise à niveau sur place ou la mise en œuvre en parallèle suivie de la mise hors service</p> <p>4. Gestion des changements : examiner les demandes de changement ou la participation aux conseils ou comités consultatifs sur les changements techniques</p> <p>5. Plan d'essai (essai unitaire ou bilan de santé) : validation de bout en bout de la solution pour s'assurer qu'elle répond aux exigences, aux normes et aux niveaux de service</p> <p>Des (1) exemples précis de projets avec lesquels la ressource a réalisé les produits livrables <u>doivent</u> être fournis pour que</p>	<p>1. Cas de non-conformité ayant une incidence</p> <p>2. Conception</p> <p>3. Stratégie de mise en œuvre</p> <p>4. Gestion du changement</p> <p>5. Mise à l'essai</p> <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>	
--	---	---	--

	des points soient attribués, jusqu'à un maximum de deux (2) projets. Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.				
C4	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans l'ingénierie de solutions commerciales de services sécurisés 2FA et de services terminaux impliquant les technologies suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dispositifs connectés localement et pilotes 2. Boutiques CAPI 3. Chaînes en série virtuelles 4. DNS 5. Accès à distance protégé (ADP) 6. Active Directory (AD) et stratégies de groupe (GPO). 7. SafeNet Authentication Client 8. JAVA Runtime Environment (JRE) v1.7+ d'Oracle 9. AnyConnect de Cisco 	15	<p>(1) point pour chaque technologie :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Appareils et pilotes 2. Boutiques CAPI 3. Chaînes en série virtuelles 4. DNS 5. Accès à distance protégé 6. AD et GPO 7. SafeNet Authentication Client 8. JAVA Runtime Environment (JRE) v1.7+ d'Oracle 9. AnyConnect de Cisco 10. MSFT 11. Infrastructure .NET 12. Adobe Reader 13. QMC 14. TruePass 15. ICP <p>Jusqu'à quinze (15) points</p>		

	<p>10. Services gérés de transfert sécurisé de fichiers (MSFT)</p> <p>11. Microsoft .NET</p> <p>12. Adobe Reader</p> <p>13. QMC</p> <p>14. TruePass d'Entrust</p> <p>15. ICP</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a conçu une solution impliquant la technologie <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>Le même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p>				
C5	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans la mise à niveau de l'infrastructure associée à une plateforme de services terminaux, en exécutant l'analyse suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Incidence sur Access Gateway (CAG) de Citrix 2. Incidence sur l'utilisation d'appareils minces 3. Incidence sur les applications hébergées par Citrix 	5.	<p>(1) point pour chaque élément :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. GAC 2. Utilisation d'appareils minces 3. Applications hébergées par Citrix 4. Applications publiées et bureau virtuel 5. Menu de démarrage du poste de travail <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>		

	4. Incidence sur les applications publiées <u>et</u> sur le bureau virtuel 5. Menu de démarrage du poste de travail Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé l'analyse visée doit être fourni pour que des points soient attribués.				
	Total des points	45			
	Note de passage (70 %) ou nombre de points	31,5			

3.4 Architectes des technologies – Intégrateurs de systèmes – Niveau de systèmes existants

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	MAX.	Échelle de points	Pointage du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (Expérience démontrée et référence croisée à la proposition (n° de page))
C1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans la prévision de la capacité de l'infrastructure pour un projet lié au secteur d'activité :</p> <p>1. Traitement : par exemple, extrapolations basées sur la vitesse d'horloge de l'UC ou la densité du noyau, les prévisions MIPS, la détermination de l'utilisation de pointe</p> <p>2. Mémoire : par exemple, RAM, architecture DIMM, exigences de mise en cache</p> <p>3. Stockage : allocations LUN, disques SCSI et matrices RAID, rétention, sauvegarde</p>	5.	<p>Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <p>1. Traitement 2. Mémoire 3. Stockage 4. Gestion du fil d'exécution 5. Machine virtuelle</p> <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>		

	<p>et récupération des données</p> <p>4. Gestion du fil d'exécution : par exemple, mise au point du débit fondé sur le traitement parallèle, traitement multifilière</p> <p>5. Machine virtuelle : par exemple, le dimensionnement des machines virtuelles, les modèles d'affectation excédentaire</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé les activités doit être fourni pour que des points soient attribués.</p>				
C2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans l'exécution des activités suivantes dans le cadre d'un cycle de version comprenant au moins quatre phases* :</p> <p>1. Approbations de conception : essais d'atterrissage et alignement sur l'analyse des exigences</p>	10	<p>Deux (2) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Approbations de conception 2. Ordre de produire 3. Stratégie de mise en œuvre 4. Configurations propres aux laboratoires 5. Stratégie d'amélioration 		

	<p>commerciales avant que les développeurs ne soient autorisés à commencer à utiliser la technologie, conception recommandée en vue de la production</p> <p>2. Ordre de produire : séquence dans laquelle les produits doivent être soumis à la production</p> <p>3. Stratégie de mise en œuvre : tâches techniques, dépendances et enchaînement – comprend les négociations relatives au chemin critique</p> <p>4. Configurations propres aux laboratoires : créer des paramètres de réservation adaptés au développement, aux essais, à la mise en scène, à la production, et aux environnements de soutien à la production</p> <p>5. Stratégie d'amélioration : mise à niveau sur place, mise en œuvre parallèle ou autre modèle pour des suites logicielles ou des technologies individuelles mises à jour constamment</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé les activités doit être</p>	Jusqu'à dix (10) points		
--	---	-------------------------	--	--

	<p>fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>*La ressource doit prouver que la solution du projet est passée par au moins quatre (4) des phases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Pré-développement</u> : recherche, conception, preuve de concept, bac à sable expérimental • <u>Développement</u> : test unitaire, construction • <u>Mise à l'essai</u> : transition, acceptation par l'utilisateur, assurance qualité, mise en place, validation par un partenaire externe • <u>Production</u> : utilisateur final • <u>Soutien à la production</u> : formation, solution d'urgence, certification des partenaires externes 				
C3	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans l'intégration de suites de produits complexes* dans les</p>	15	<p>Trois (3) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Gestion des données de base 2. Système de gestion des règles administratives 		

	<p>solutions d'entreprise suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Gestion des données de base 2. Système de gestion des règles administratives (SGRA) 3. Enterprise Service Bus 4. Gérance des données 5. Épuration des données <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé l'intégration <u>et</u> une liste des technologies associées au projet <u>doivent</u> être fournis pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p> <p>*Complexe : désigne un minimum de cinq (5) produits logiciels intégrés dans la solution COTS du secteur d'activité.</p>		<p>(SGRA)</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Enterprise Service Bus 4. Gérance des données 5. Épuration des données <p>Jusqu'à quinze (15) points</p>		
C4	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, en matière de conception technique qui</p>	10	<p>Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RHEL 2. WLS sur RHEL 3. DB2 sur z/OS 4. DB2 LUW 		

	comprend les technologies suivantes : <u>Plateformes de système d'exploitation</u> 1. Plateforme du système d'exploitation RedHat Enterprise de LINUX (RHEL) <u>Plateformes JAVA</u> 2. WebLogic d'Oracle sur Solaris <u>Technologies de soutien</u> 3. DB2 d'IBM sur Z/OS 4. DB2 LUW d'IBM 5. DB2 AESE pureScale d'IBM 6. Logiciel de surveillance Wily Introscope de Computer Associates 7. Suite de sécurité SiteMinder de Computer Associates 8. WebServer d'Apache 9. Équilibreurs de charge F5 ou Cisco 10. LDAP Un (1) exemple de projet avec lequel la ressource a travaillé avec la technologie particulière <u>doit être fourni</u> pour que des points soient attribués.		5. DB2 pureScale 6. Wily 7. SiteMinder 8. Apache 9. Équilibreurs de charge 10. LDAP Jusqu'à quinze (10) points		
--	---	--	--	--	--

C5	<p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, en matière de conception technique quant aux technologies WebSphere fondées sur z/OS suivantes :</p> <p><u>Plateformes de système d'exploitation</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Plateforme du système d'exploitation z/OS d'IBM <p><u>Plateformes JAVA</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Serveur d'applications WebSphere (WAS) sur z/OS d'IBM 3. Serveur d'applications WebSphere sur RHEL d'IBM <p><u>Technologies de soutien</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Logiciel de messagerie WebSphere MQ sur z/OS d'IBM 5. Logiciel de messagerie WebSphere MQ sur RHEL d'IBM 	15	<p>Trois (3) points pour chaque élément :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Z/OS d'IBM 2. WAS sur z/OS 3. WAS sur RHEL 4. MQ sur z/OS 5. MQ sur RHEL <p>Jusqu'à quinze (15) points</p>		
----	--	----	---	--	--

	<p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a travaillé avec la technologie particulière doit être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : WebLogic ne sera pas considéré comme un équivalent de WebSphere. Aucun point ne sera accordé pour cet élément.</p>				
C6	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans la prévision de la capacité de l'infrastructure pour un projet lié au secteur d'activité au moyen du produit Broadcomm Willy Introscope.</p>	10	<p>Nombre d'années d'expérience avec l'outil : Plus de 1 an jusqu'à 2 ans = 3 points De 2 à 3 ans = 6 points Plus de 3 ans = 10 points Jusqu'à dix (10) points</p>		
	Total des points	65			
	Note de passage (70 %) ou nombre de points	43.4			

3.5 Architecte de technologie – spécialiste du centre de développement de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	Note maximale	Échelle de points	Autoévaluation du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (Expérience démontrée et référence croisée à la proposition [n° de page])
C1	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des dix (10) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans l'installation, la configuration et le soutien de chacune des composantes suivantes de l'infrastructure JAVA : <ul style="list-style-type: none"> • Rational Software Architect d'IBM • Serveur d'applications WebSphere (WAS) • Déploiement de réseau basé sur le serveur d'applications WebSphere • Serveur à licence flottante • MQMON 	25	Nombre d'années d'expérience avec l'outil : De 5 à 6 ans = 1 point De 6 à 7 ans = 2 points De 7 à 8 ans = 3 points De 8 à 9 ans = 4 points 10 ans et plus = 5 points Jusqu'à vingt-cinq (25) points		
C2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des dix (10) dernières années précédant la date de publication	80	Nombre d'années d'expérience par outil et technologie : De 5 à 6 ans = 1 point		

	de la soumission, avec les outils et technologies suivants : 1. MQ Series 2. Websphere MQ d'IBM 3. Production de scripts Ant 4. SiteMinder de Computer Associates 5. Services Web SOAP 6. Services Web RESTFUL 7. XSLT; 8. Développement de modules d'extension Eclipse 9. Server Faces de JAVA 10. Portails d'entreprises Liferay 11. Outils de développement du serveur d'applications WebSphere d'IBM pour Eclipse 12. Régulateur de vitesse 13. CICS Transaction Gateway 14. Subversion 15. Jenkins 16. SonarQube		De 6 à 7 ans = 2 points De 7 à 8 ans = 3 points De 8 à 9 ans = 4 points 9 ans et + = 5 points Jusqu'à quatre-vingts (80) points		
C3	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des dix (10) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans l'industrie	60	Nombre d'années d'expérience par outil et technologie : De 5 à 6 ans = 1 point De 6 à 7 ans = 2 points De 7 à 8 ans = 3 points		

	des TI, en utilisant chacun des outils et technologies suivants : 1. Fichiers de stratégie JAVA 2. Modules d'extension JAVA 3. JNDI 4. JMS 5. J2EE 6. CRD 7. JNLP 8. Moteurs de recherche de noms ou de textes 9. Modules d'impression Elixir 10. Outils d'aide à la grammaire 11. Blaze Business ou moteurs de règles comparables (exemple de site) 12. FOP/XLS		De 8 à 9 ans = 4 points 9 ans et + = 5 points Jusqu'à soixante (60) points		
C4	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des dix (10) dernières années précédant la date de publication de la soumission, dans le développement de conceptions et de spécifications pour les systèmes	5.	de 1 à 2 ans = 1 point de 2 à 3 ans = 2 points de 3 à 4 ans = 3 points de 4 à 5 ans = 4 points 5 ans et plus = 5 points Jusqu'à cinq (5) points		

	<p>d'accès aux données développés pour DB2.</p> <p>Le soumissionnaire doit inclure les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> le nom du ou des projet(s) et sa description une brève description de la manière dont l'outil ou la technologie a été utilisé dans le projet sélectionné 				
C5	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des dix (10) dernières années précédant la date de publication de la soumission, en travaillant en tant qu'architecte de technologie/logiciels selon les principes d'intégration liés au cycle de développement de systèmes [Software Development Life Cycle (SDLC)] sur des systèmes de nature législative ou ayant une connotation de sécurité nationale.</p>	10	<p>Plus de 1 an à 3 ans = 2 points</p> <p>de 3 à 5 ans = 4 points</p> <p>de 5 à 7 ans = 6 points</p> <p>de 7 + à 10 ans= 8 points</p> <p>Plus de 10 ans = 10 points</p> <p>Jusqu'à dix (10) points</p>		
C6	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis une expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de la soumission, dans la formulation de recommandations de changement</p>	10	<p>de 1 à 2 ans = 1 point</p> <p>de 2 à 3 ans = 2 points</p> <p>de 3 à 4 ans = 5 points</p> <p>entre 4 et 5 ans = 7 points</p> <p>entre 5 et 6 ans = 9 points</p>		

	d'application et d'architecture logicielle dans le cadre de projets de réingénierie informatique qui ont été acceptés et mis en œuvre dans un organisme ou un ministère du gouvernement.		Plus de 6 ans = 10 points Jusqu'à dix (10) points		
Total		190			
Seuil minimum (70 %)		133			

3.6 Gestionnaires de projet de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	MAX.	Échelle de points	Pointage du soumissionnaire	Réponse du soumissionnaire (Expérience démontrée et référence croisée à la proposition [n° de page])
C1	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a obtenu une attestation valide de professionnel de la gestion de projet (PGP) du Project Management Institute (PMI). Pour le démontrer, le soumissionnaire doit joindre une copie de l'attestation à sa proposition.	5.	Pas de désignation valable = 0 point Professionnel de la gestion de projet valide Désignation = 5 points		

C2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a de l'expérience dans l'élaboration de plans de projet, y compris la définition de la portée, du budget et du calendrier d'exécution du projet.	10	Moins de 5 ans= 0 point de 5 à 7 ans = 2 points de 7 + à 10 ans= 5 points Plus de 10 ans = 10 points		
C3	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au-delà de l'exigence minimale du point M.2, à travailler avec Microsoft Project dans le but de rendre compte des étapes du projet.	10	de 5 à 7 ans = 2 points de 7 + à 10 ans= 5 points Plus de 10 ans = 10 points		
C4	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a de l'expérience en gestion des risques, des problèmes et des changements liés au projet.	10	Moins de 5 ans= 0 point de 5 à 7 ans = 2 points de 7 + à 10 ans= 5 points Plus de 10 ans = 10 points		
C5	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience en interaction avec la haute direction et en communication de l'état d'avancement, des risques et des problèmes à celle-ci.	10	Moins de 5 ans= 0 point de 5 à 7 ans = 2 points de 7 + à 10 ans= 5 points Plus de 10 ans = 10 points		
	Total des points	45			
	Note de passage (70 %) ou nombre de points	31,5			

PIÈCE JOINTE 5.1

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada se réserve le droit d'exiger des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.]

Répondre aux questions A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral assujetti à la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou à temps partiel au Canada.
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.
- ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada et que cet accord est en vigueur.

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168) au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

B. Cocher une seule case :

- ☐ B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

FORMULAIRE 4

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

APPENDICE C DE L'ANNEXE A

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE

(VOIR CI-INCLUS)

Pour faciliter l'évaluation des ressources, les entrepreneurs doivent préparer et soumettre leur réponse à un projet d'autorisation de tâches en utilisant les tableaux fournis dans la présente annexe. Aux fins de l'établissement des grilles de ressources, les entrepreneurs devraient fournir des renseignements précis démontrant le respect des critères établis et un renvoi au numéro de page approprié du curriculum vitæ, de façon à ce que le Canada puisse vérifier ces renseignements. Les tableaux ne devraient pas renfermer toutes les données du projet provenant du curriculum vitæ. Seule la réponse demandée devrait être fournie.

- 1.0 Critères obligatoires d'évaluation des ressources :
- 1.1 Critères obligatoires en matière de ressources – Architecte de technologie (ingénieur de systèmes) – Niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critère obligatoire	Réponse de l'entrepreneur	
		Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitæ (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en matière de transformation des exigences commerciales ou des architectures en spécifications liées à la mise en œuvre de l'infrastructure physique pour des projets de moyenne à grande envergure*.		

Nom de la ressource proposée : _____			
		*Les projets de moyenne à grande envergure sont des projets dont le cycle de développement et de lancement dépasse cinq (5) mois.	
O2		L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de deux (2) ans d'expérience, au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, à faire des recherches sur la topologie <u>et</u> les composants des systèmes existants <u>et</u> à la documenter.	
O3		L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la rédaction ou la maintenance de la documentation sur les spécifications techniques pour le matériel ou les logiciels intégrés dans une infrastructure nouvelle ou en évolution.	
O4		L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des sept (7) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans le soutien d'un environnement WebSphere basé sur z/OS impliquant de multiples développements, des environnements de transition et de soutien à la production, chacun ayant ses propres bases	

Nom de la ressource proposée : _____		
	de données et une connectivité aux systèmes existants et aux interfaces externes.	

1.2 Critères obligatoires en matière de ressources – Architectes des technologies (gestion de la capacité d’intégration des systèmes) – Niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critère obligatoire	Réponse de l’entrepreneur	
		Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitae (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	L’entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d’expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de l’ébauche de l’autorisation de tâche, en matière de transformation des exigences commerciales ou des architectures en spécifications liées à la mise en œuvre de l’infrastructure physique pour des projets de moyenne à grande envergure*.		

	* Les projets de moyenne à grande envergure sont des projets dont le cycle de développement et de lancement dépasse cinq (5) mois.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de deux (2) ans d'expérience, au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la conception <u>et</u> la mise en œuvre de technologies associées à la gestion des capacités.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la rédaction ou la maintenance de la documentation sur les spécifications techniques pour le matériel ou les logiciels intégrés dans une infrastructure nouvelle ou en évolution.		

1.3 Critères obligatoires en matière de ressources – Architecte de technologie, intégrateurs de systèmes – Authentification à deux facteurs de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critères obligatoires	Réponse de l'entrepreneur	
		Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitae (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de trois (3) ans d'expérience, au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en ingénierie des		

	infrastructures informatiques requises pour les applications commerciales sur la Plateforme de services de terminal (TSP) de Microsoft utilisant des extensions Citrix.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de trois (3) ans d'expérience, au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en ingénierie des infrastructures informatiques requises pour l'authentification à deux facteurs.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de trois (3) ans d'expérience, au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en matière d'incidence et d'essais en ce qui a trait à tous les types suivants de modifications de l'infrastructure informatique pour les applications liées au secteur d'activité sur la Plateforme des services de terminal (TSP) de Microsoft utilisant des extensions Citrix : Système d'exploitation; Correctifs de sécurité; et Logiciel commercial standard (COTS).		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de trois (3) ans d'expérience, au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la rédaction ou la maintenance de la documentation sur les spécifications techniques pour le matériel ou les logiciels intégrés dans les infrastructures nouvelles ou en évolution Windows ou Citrix.		

1.4 Critères obligatoires en matière de ressources – Architecte de technologie, intégrateurs de systèmes – Systèmes existants de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critères obligatoires	Réponse de l'entrepreneur	
		Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitæ (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en matière de transformation des exigences commerciales non fonctionnelles en spécifications d'infrastructure pour des projets de moyenne à grande envergure*. * Les projets de moyenne à grande envergure sont des projets dont le cycle de développement et de lancement dépasse cinq (5) mois.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de deux (2) ans d'expérience, au cours des cinq (5) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'analyse de la compatibilité des produits COTS liés au secteur d'activité par rapport à la plateforme et aux composants de l'infrastructure de soutien.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de		

Numéro de la DDP ::
47419-211212/A

Numéro de la modification:

Acheteur:
639EL

	l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la rédaction ou la maintenance de la documentation sur les spécifications techniques pour le matériel ou les logiciels intégrés dans une infrastructure nouvelle ou en évolution.		
--	--	--	--

1.5 Critères obligatoires en matière de ressources – Architectes des technologies de niveau 3 – Spécialiste du centre de développement de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critères obligatoires	Réponse de l'entrepreneur	
		Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitae (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de sept (7) ans d'expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'architecture, la conception, la mise en œuvre et le soutien de systèmes d'intégration continue JAVA qui comprennent tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Système de contrôle des versions;• Eclipse;• Scripts de construction et d'emballage basés sur ANT/Python, versions de mise à l'essai, analyse de code statique;		

	<ul style="list-style-type: none"> Intégration d'essai JUnit pour les grands systèmes intégrés; <p>L'entrepreneur doit décrire :</p> <ul style="list-style-type: none"> le processus de construction et d'emballage et les outils utilisés; les tâches effectuées par la ressource proposée pour le système. 		
O2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de sept (7) ans d'expérience, au cours des dix (10) années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'évaluation et la recommandation de l'utilisation de versions et de combinaisons de cadres à accès libre pour les applications JAVA exécutées sur l'environnement d'ordinateur principal z/OS d'IBM et dans le soutien en matière de connaissances aux développeurs d'applications pour l'utilisation de ces cadres.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de dix (10) ans d'expérience, au cours des quinze (15) années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans le développement d'architectures, de conceptions et de spécifications pour des systèmes critiques, à disponibilité élevée et à grand volume, qui mettent en œuvre JAVA à destination et en provenance du système de contrôle de l'information (CICS COBOL) par l'intermédiaire d'un intergiciel axé sur le message de la série MQ.</p>		

O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'installation, la configuration, la mise au point du rendement et l'intégration de solutions d'entreprise utilisant tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Déploiement de réseau basé sur le serveur d'applications WebSphere;• Serveur d'applications WebSphere;• WebLogic;• Liberty;• Technologies incorporantes;• Technologies d'authentification de signature unique (LTPA) basées sur le serveur d'applications WebSphere d'IBM (ou une technologie d'authentification similaire);• MQ Series d'IBM;• Global Name Recognition d'IBM;• WebSphere Operational Decision Management d'IBM pour les systèmes à disponibilité et à volume élevés. <p>À cette fin, l'entrepreneur doit fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">• le nom du ou des projet(s) et sa description;• une expérience manifeste en tant qu'architecte de technologie/d'applications et décrire comment la technologie a été utilisée dans le projet sélectionné	
----	--	--

O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de dix (10) ans d'expérience, au cours des quinze (15) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en installation ET en soutien des logiciels de développement JAVA.</p>		
O6	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de dix (10) ans d'expérience, au cours des quinze (15) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en ingénierie et en dépannage en ce qui a trait au déplacement des applications Web entre les environnements/versions/plateformes dans chacun des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élément 1 – Le déplacement de codes d'applications entre les environnements de développement et d'essais (par exemple, entre un environnement de tests unitaires et un environnement d'essais d'acceptation par l'utilisateur). • Élément 2 – Le déplacement de codes d'applications vers des versions de serveurs d'applications différentes ou plus récentes (par exemple, à partir de WAS d'IBM vers WebLogic d'Oracle ou à partir de différentes versions de WAS d'IBM). • Élément 3 – Le déplacement de codes d'applications à partir d'une plateforme Windows vers une plateforme centrale. <p>Ces trois éléments ne doivent pas nécessairement provenir d'un seul projet.</p>		

1.6 Critères obligatoires en matière de ressources – Gestionnaires de projet de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____			
Numéro de critère	Critère obligatoire	Réponse de l'entrepreneur	
		Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitae (n° de page)	Satisfait/non satisfait
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des sept (7) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la gestion d'un projet durant les phases de développement, de mise en œuvre et d'exploitation, afin de répondre aux exigences d'un projet impliquant un mandat opérationnel 24 heures par jour, 7 jours par semaine, et impliquant deux parties prenantes ou plus.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience, au cours des sept (7) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, avec Microsoft Project dans le but de rendre compte des étapes du projet.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède un minimum de cinq (5) ans d'expérience au cours des sept (7) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche dans l'élaboration de documents liés au projet tels que les chartes, les plans et les calendriers.		

--	--	--

2.0 Critères cotés d'évaluation des ressources :

2.1 Critères cotés en matière de ressources – Architecte de technologie (ingénieur de systèmes) – Niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	Note MAX.	Échelle de points	Pointage de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitæ [n° de page])
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en rédaction ou en maintien à jour des types de documentation sur les spécifications techniques suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> Configuration : documentation fournissant des paramètres de configuration propres au laboratoire ou au produit Connectivité : documentation fournissant 	15	<p>Un (1) point pour chaque projet pertinent sera attribué pour un maximum de trois (3) points par élément :</p> <ol style="list-style-type: none"> Configuration Connectivité Schéma de câblage Ordre de travail Nomenclature <p>Jusqu'à quinze (15) points</p>		

	<p>des spécifications d'interopérabilité pour l'échange de données informatiques entre deux partenaires</p> <p>3. Schéma de câblage : modèle de mise en œuvre physique des flux d'affaires par l'intermédiaire de composantes d'infrastructure</p> <p>4. Ordre de travail : demandes de changement, engagement des parties prenantes, ou documents de proposition de version</p> <p>5. Nomenclature : liste complète de toutes les technologies en jeu pour un projet précis</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p>				
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années, dans la conception de connexions techniques sécurisées à des systèmes externes, pour un minimum de deux des types de connectivité suivants :</p>	5.	<p>Un (1) point pour chaque élément :</p> <p><u>Connectivité gouvernementale canadienne</u></p> <p>1 connexion = 0 point</p> <p>De 2 à 5 connexions = 1 point</p> <p>5 connexions et plus = 2 points</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> gouvernementale canadienne (par exemple, de l'ASFC à la GRC) non gouvernementale (par exemple, de l'ASFC à Secteur privé inc.) internationale (par exemple, de l'ASFC à l'USCBP) <p>Les points d'activation et de terminaison de la connectivité doivent être décrits pour que les points puissent être attribués, par exemple, de l'ASFC à la GRC.</p> <p>Remarque : le terme « gouvernemental » désigne uniquement l'échelon fédéral ou provincial (et non municipal).</p>		<p><u>Connectivité non gouvernementale</u></p> <p>1 connexion = 0 point</p> <p>De 2 à 5 connexions = 1 point</p> <p>5 connexions et plus = 2 points</p> <p><u>Internationale</u></p> <p>1 connexion et plus = 1 point</p> <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en matière de conception technique qui comprend les technologies suivantes :</p> <p><u>Plateformes de système d'exploitation</u></p>	10	<p>Un (1) point pour chaque élément :</p> <ol style="list-style-type: none"> RHEL WLS sur RHEL DB2 sur z/OS DB2 LUW Wily SiteMinder Apache 		

	<div>1. Plateforme du système d'exploitation RedHat Enterprise de LINUX (RHEL) <u>Plateformes JAVA</u></div> <div>2. WebLogic d'Oracle sur RHEL <u>Technologies de soutien</u></div> <div>3. DB2 d'IBM sur Z/OS 4. DB2 LUW d'IBM 5. Logiciel de surveillance Wily Introscope de Computer Associates 6. Suite de sécurité SiteMinder de Computer Associates 7. WebServer d'Apache 8. Équilibreurs de charge F5 ou Cisco 9. DataPower d'IBM 10. Pare-feu (p. ex. Checkpoint, Fortinet)</div> <div>L'entrepreneur doit inclure une description du projet dans lequel la ressource a travaillé avec la technologie particulière afin que des points soient attribués.</div>		<div>8. Équilibreurs de charge 9. DataPower 10. Pare-feu</div> <div>Jusqu'à dix (10) points</div>		
--	---	--	---	--	--

	Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.				
C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en matière de conception technique quant aux technologies WebSphere basées sur z/OS suivantes :</p> <p><u>Plateformes de système d'exploitation</u></p> <p>1. Plateforme du système d'exploitation z/OS d'IBM</p> <p><u>Plateformes JAVA</u></p> <p>2. Serveur d'applications WebSphere (WAS) sur z/OS d'IBM</p>	15	<p>Trois (3) points pour chaque élément :</p> <p>1. Z/OS d'IBM</p> <p>2. WAS sur z/OS</p> <p>3. WAS sur RHEL</p> <p>4. MQ sur z/OS</p> <p>5. MQ sur RHEL</p> <p>Jusqu'à quinze (15) points</p>		

	<p>3. Serveur d'applications WebSphere sur RHEL d'IBM</p> <p><u>Technologies de soutien</u></p> <p>4. Logiciel de messagerie WebSphere MQ sur z/OS d'IBM</p> <p>5. Logiciel de messagerie WebSphere MQ sur RHEL d'IBM</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a travaillé avec la technologie particulière doit être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : Weblogic ne sera pas considéré comme un équivalent de WebSphere. Aucun point ne sera accordé pour cet élément.</p>				
C5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de</p>	5	Un (1) point pour chaque élément :		
			1. Logiciel WIKI		

tâche, quant à la documentation et aux outils de modélisation suivants : 1. WIKI : Atlassian Confluence ou équivalent 2. Gestion de contenu : GCdocs (OpenText) ou équivalent 3. Surveillance des défauts : Atlassian JIRA ou équivalent 4. Gestion des services : BMC Remedy 5. Modélisation : Microsoft Visio Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a utilisé l'outil <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.	2. Gestion de contenu 3. Surveillance des défauts 4. Gestion des services 5. Modélisation Jusqu'à cinq (5) points		
Total des points	50		
Note de passage (70 %) ou nombre de points	35		

2.2 Architectes des technologies – Intégrateurs de systèmes – Gestion des capacités de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	MAX.	Échelle de points	Pointage de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitae [n° de page])
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la réalisation des types suivants d'activités de planification des capacités associées à des applications commerciales :</p> <p>1. Traitement (UC ou MIPS) 2. Mémoire 3. Stockage</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé les activités doit être fourni pour que des points soient attribués.</p>	15	<p>Cinq (5) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <p>1. Traitement (UC ou MIPS) 2. Mémoire 3. Stockage</p> <p>Jusqu'à quinze (15) points</p>		

C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en matière de conception et de programmation des composantes techniques suivantes pour un programme de gestion des capacités :</p> <p>1. Acquisition de données : consolidation des flux de données provenant de diverses sources dans un dépôt commun</p> <p>2. Manipulation des données : détermination d'une structure de données standard, transformation des données, filtrage des données</p> <p>3. Génération de graphiques : représentations graphiques des processus de relevé de services reçus et de la consommation par application liée au secteur d'activité</p> <p>4. Interface graphique utilisateur (GUI) : création de vues de facturation ou</p>	10	<p>Deux (2) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <p>1. Acquisition des données</p> <p>2. Manipulation des données</p> <p>3. Génération de graphiques</p> <p>4. IGU</p> <p>5. Rapports</p> <p>Jusqu'à dix (10) points</p>		
----	--	----	--	--	--

	<p>de planification pour l'utilisateur final, intégration dans un site Web ou un WIKI</p> <p>5. Rapports : création de rapports automatisés ou ponctuels</p> <p>Un (1) exemple précis de projet dans le cadre duquel la ressource a utilisé la composante technique <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</p>				
C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, avec les technologies suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. ElasticSearch2. Kibana3. Logstash4. JSON5. Installations de gestion des systèmes (SMF) d'IBM6. WordPress7. Drupal8. Base de données graphique	10	<p>Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <ol style="list-style-type: none">1. ElasticSearch2. Kibana3. Logstash4. JSON5. SMF d'IBM6. WordPress7. Drupal8. Base de données graphique9. Wily Introscope10. Oracle JAVA		

	<p>9. Willy Introscope de Computer Associates</p> <p>10. Oracle JAVA</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a travaillé avec la technologie particulière doit être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p>		Jusqu'à dix (10) points		
C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'utilisation de la documentation et des outils de modélisation suivants :</p> <p>1. WIKI : Atlassian Confluence ou équivalent</p>	5	<p>Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <p>1. Logiciel WIKI</p> <p>2. Gestion de contenu</p> <p>3. Surveillance des défauts</p> <p>4. Microsoft Visio</p> <p>5. Microsoft Project</p> <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>		

	<div><div>2. Gestion de contenu : GCdocs (OpenText) ou équivalent</div><div>3. Surveillance des défauts : Atlassian JIRA ou équivalent</div><div>4. Modélisation : Microsoft Visio</div><div>5. Planification : Microsoft Project</div><div>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a utilisé l'outil <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</div><div>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</div></div>				
	Total des points	40			
	Note de passage (70 %) ou nombre de points	28			

2.3 Architecte de technologie – Intégrateurs de systèmes – Authentification à deux facteurs de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés –	MAX.	Échelle de points	Pointage de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitæ [n° de page])
C1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'ingénierie des types de mise en œuvre des services terminaux suivants :	10	<p>Cinq (5) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.</p> <ol style="list-style-type: none"> Connexion à un programme dorsal Citrix distant sur le réseau d'une organisation gouvernementale Intégration d'une suite bureautique sur Citrix à un système de gestion de contenu <p>Jusqu'à dix (10) points</p>		
C2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années	10	Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.		

	<p>précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en matière d'ingénierie ou de fourniture d'expertise en la matière à l'appui des types suivants d'initiatives d'authentification à deux facteurs (2FA) :</p>		<ol style="list-style-type: none">1. Alignement d'un nouveau modèle de carte à puce sur les ensembles de composants existants d'un pilote de périphérique2. Alignement d'un nouveau matériel de lecture de carte à puce sur les ensembles de composants existants d'un pilote de périphérique3. Intégration avec un système de gestion de cartes4. Validation d'un intericiel de gestion de jetons (par exemple SAC)5. Stockage des certificats et des clés sur des jetons6. Langues officielles7. Gestion d'Entrust8. Requis ou redondants9. Préparation de la DP10. PDP pour les offres de 2 FA		
	<ol style="list-style-type: none">1. Alignement d'un nouveau modèle de carte à puce sur les ensembles de composants existants d'un pilote de périphérique2. Alignement d'un nouveau matériel de lecture de carte à puce sur les ensembles de composants existants d'un pilote de périphérique3. Intégration avec un système de gestion de cartes (par exemple, QMC)4. Validation de la compatibilité avec un intericiel de gestion de jetons d'authentification fondé sur un certificat (p. ex., SAC)5. Validation de la compatibilité avec le stockage de certificats et des clés correspondantes (par				

		Jusqu'à dix (10) points	
<p>exemple Entrust) sur des jetons</p> <p>6. Validation du soutien aux langues officielles (p. ex., français/anglais)</p> <p>7. Validation de la gestion des autorités de certification racines et de niveau intermédiaire fiables d'Entrust</p> <p>8. Examen des certificats requis ou redondants</p> <p>9. Préparation d'une demande de proposition pour des systèmes de gestion de cartes, des modèles de cartes à puce, des lecteurs ou des intergiciels</p> <p>10. Preuve de proposition pour les offres de fournisseurs de technologies 2FA</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé les produits livrables <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p>			

C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a réalisé, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, les tâches d'ingénierie suivantes :</p> <p>1. Cas de non-conformité ayant une incidence : déterminer la perturbation de l'organisation en fonction de l'évolution technologique</p> <p>2. Conception : s'assurer que la solution répond aux exigences de niveau de service (capacité, sécurité, disponibilité et rendement)</p> <p>3. Stratégie de mise en œuvre : analyse requise pour la mise à niveau sur place ou la mise en œuvre en parallèle suivie de la mise hors service</p> <p>4. Gestion des changements : examiner les demandes de changement ou la participation aux conseils ou comités consultatifs sur les changements techniques</p> <p>5. Plan d'essai (essai unitaire ou bilan de santé) : validation de bout en bout de la solution pour s'assurer qu'elle répond aux exigences, aux normes et aux niveaux de service</p>	5	<p>Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.</p> <p>1. Cas de non-conformité ayant une incidence</p> <p>2. Conception</p> <p>3. Stratégie de mise en œuvre</p> <p>4. Gestion du changement</p> <p>5. Mise à l'essai</p> <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>	
----	--	---	--	--

	<p>Des exemples précis de projets avec lesquels la ressource a réalisé les produits livrables doivent être fournis pour que des points soient attribués, jusqu'à un maximum de deux (2) projets.</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p>				
C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'ingénierie de solutions commerciales de services sécurisés 2FA et de services terminaux impliquant les technologies suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Dispositifs connectés localement et pilotes2. Boutiques CAPI	15	Un (1) point pour chaque technologie :	<ol style="list-style-type: none">1. Appareils et pilotes2. Boutiques CAPI3. Chaînes en série virtuelles4. DNS5. Accès à distance protégé6. AD et GPO7. SafeNet Authentication Client8. JAVA Runtime Environment (JRE) v1.7+ d'Oracle	

	3. Chaînes en série virtuelles 4. DNS 5. Accès à distance protégé (ADP) 6. Active Directory (AD) et stratégies de groupe (GPO). 7. SafeNet Authentication Client 8. JAVA Runtime Environment (JRE) v1.7+ d'Oracle 9. AnyConnect de Cisco 10. Services gérés de transfert sécurisé de fichiers (MSFT) 11. Microsoft .NET 12. Adobe Reader 13. QMC 14. TruePass d'Entrust 15. ICP Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a conçu une solution impliquant la technologie <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués. Le même projet peut être soumis pour plus d'un élément.		9. AnyConnect de Cisco 10. MSFT 11. Infrastructure .NET 12. Adobe Reader 13. QMC 14. TruePass 15. ICP Jusqu'à quinze (15) points		
C5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années	5	(1) point pour chaque élément :		

	<p>précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la mise à niveau de l'infrastructure associée à une plateforme de services terminaux, en exécutant l'analyse suivante :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Incidence sur Access Gateway (CAG) de Citrix2. Incidence sur l'utilisation d'appareils minces3. Incidence sur les applications hébergées par Citrix4. Incidence sur les applications publiées <u>et</u> sur le bureau virtuel5. Menu de démarrage du poste de travail <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé l'analyse visée <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</p>		<ol style="list-style-type: none">1. GAC2. Utilisation d'appareils minces3. Applications hébergées par Citrix4. Applications publiées et bureau virtuel5. Menu de démarrage du poste de travail <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>		
	Total des points	5			
	Note de passage (70 %) ou nombre de points	31,5			

a. Architectes des technologies – Intégrateurs de systèmes – Systèmes existants de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	MAX.	Échelle de points	Pointage de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitae [n° de page])
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la prévision de la capacité de l'infrastructure pour un projet lié au secteur d'activité :</p> <p>1. Traitement : par exemple, extrapolations basées sur la vitesse d'horloge de l'UC ou la densité du noyau, les prévisions MIPS, la détermination de l'utilisation de pointe</p> <p>2. Mémoire : par exemple, RAM, architecture DIMM, exigences de mise en cache</p>	5	<p>Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet :</p> <p>1. Traitement 2. Mémoire 3. Stockage 4. Gestion du fil d'exécution 5. Machine virtuelle</p> <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>		

	<p>3. Stockage : allocations LUN, disques SCSI et matrices RAID, rétention, sauvegarde et récupération des données</p> <p>4. Gestion du fil d'exécution : par exemple, mise au point du débit fondé sur le traitement parallèle, traitement multifilaire</p> <p>5. Machine virtuelle : par exemple, le dimensionnement des machines virtuelles, les modèles d'affectation excédentaire</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé les activités <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</p>			
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'exécution des activités suivantes dans le cadre d'un cycle de version comprenant au moins quatre phases* :</p> <p>1. Approbations de conception : essais</p>	10	<p>Deux (2) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.</p> <p>1. Approbations de conception 2. Ordre de produire 3. Stratégie de mise en œuvre</p>	

	<p>d'atterrissage et alignement sur l'analyse des exigences commerciales avant que les développeurs ne soient autorisés à commencer à utiliser la technologie, conception recommandée en vue de la production</p> <p>2. Ordre de produire : séquence dans laquelle les produits doivent être soumis à la production</p> <p>3. Stratégie de mise en œuvre : tâches techniques, dépendances et enchaînement – comprend les négociations relatives au chemin critique</p> <p>4. Configurations propres aux laboratoires : créer des paramètres de réservation adaptés au développement, aux essais, à la mise en scène, à la production, et aux environnements de soutien à la production</p> <p>5. Stratégie d'amélioration : mise à niveau sur place, mise en œuvre parallèle ou autre modèle pour des suites logicielles ou des technologies individuelles constamment mises à jour</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé</p>		<p>4. Configurations propres aux laboratoires</p> <p>5. Stratégie d'amélioration</p> <p>Jusqu'à dix (10) points</p>	
--	---	--	---	--

	<p>les activités <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</p> <p>* La ressource <u>doit</u> prouver que la solution du projet est passée par au moins quatre (4) des phases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Pré-développement</u> : recherche, conception, preuve de concept, bac à sable expérimental• <u>Développement</u> : test unitaire, construction• <u>Mise à l'essai</u> : transition, acceptation par l'utilisateur, assurance qualité, mise en place, validation par un partenaire externe• <u>Production</u> : utilisateur final• <u>Soutien à la production</u> : formation, solution d'urgence, certification des partenaires externes				
C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'intégration de</p>	15	Trois (3) points pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.		

	<p>suites de produits complexes* dans les solutions d'entreprise suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Gestion des données de base2. Système de gestion des règles administratives (SGRA)3. Enterprise Service Bus4. Gérance des données5. Épuration des données <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a réalisé l'intégration et une liste des technologies associées au projet doivent être fournis pour que des points soient attribués.</p> <p>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</p> <p>* Complexe : désigne un minimum de cinq (5) produits logiciels intégrés dans la solution COTS du secteur d'activité.</p>		<ol style="list-style-type: none">1. Gestion des données de base2. Système de gestion des règles administratives (SGRA)3. Enterprise Service Bus4. Gérance des données5. Épuration des données <p>Jusqu'à quinze (15) points</p>	
--	--	--	--	--

C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en matière de conception technique qui comprend les technologies suivantes :</p> <p><u>Plateformes de système d'exploitation</u></p> <p>1. Plateforme du système d'exploitation RedHat Enterprise de LINUX (RHEL)</p> <p><u>Plateformes JAVA</u></p> <p>2. WebLogic d'Oracle sur Solaris</p> <p><u>Technologies de soutien</u></p> <p>3. DB2 d'IBM sur z/OS 4. DB2 LUW d'IBM</p>	10	<p>Un (1) point pour chaque élément soutenu par une (1) référence de projet.</p> <p>1. RHEL 2. WLS sur Solaris 3. DB2 sur z/OS 4. DB2 LUW 5. DB2 pureScale 6. Wily 7. SiteMinder 8. Apache 9. Équilibreurs de charge 10. LDAP</p> <p>Jusqu'à dix (10) points</p>		
----	---	----	--	--	--

	<div>5. DB2 AESE pureScale d'IBM</div> <div>6. Logiciel de surveillance Wily Introscope de Computer Associates</div> <div>7. Suite de sécurité SiteMinder de Computer Associates</div> <div>8. WebServer d'Apache</div> <div>9. Équilibreurs de charge F5 ou Cisco</div> <div>10. LDAP</div> <div>Un (1) exemple de projet avec lequel la ressource a travaillé avec la technologie particulière <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.</div> <div>Remarque : un même projet peut être soumis pour plus d'un élément.</div>				
C5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en matière de conception technique quant aux technologies WebSphere basées sur z/OS suivantes :	15	Trois (3) points pour chaque élément : 1. Z/OS d'IBM 2. WAS sur z/OS 3. WAS sur RHEL 4. MQ sur z/OS		

	<p><u>Plateformes de système d'exploitation</u></p> <p>1. Plateforme du système d'exploitation z/OS d'IBM</p> <p><u>Plateformes JAVA</u></p> <p>2. Serveur d'applications WebSphere (WAS) sur z/OS d'IBM</p> <p>3. Serveur d'applications WebSphere sur RHEL d'IBM</p> <p><u>Technologies de soutien</u></p> <p>4. Logiciel de messagerie Websphere MQ sur z/OS d'IBM</p> <p>5. Logiciel de messagerie Websphere MQ sur RHEL d'IBM</p> <p>Un (1) exemple précis de projet avec lequel la ressource a travaillé avec la technologie</p>	5. MQ sur RHEL	Jusqu'à quinze (15) points		
--	---	----------------	----------------------------	--	--

	particulière <u>doit</u> être fourni pour que des points soient attribués.				
C6	<p>Remarque : Weblogic ne sera pas considéré comme un équivalent de WebSphere. Aucun point ne sera accordé pour cet élément.</p> <p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des deux (2) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la prévision de la capacité de l'infrastructure pour un projet lié au secteur d'activité au moyen du produit Broadcomm Wily Introscope.</p>	10	<p>Nombre d'années d'expérience avec l'outil : Plus de 1 an à 2 ans = 3 points De 2 à 3 ans = 6 points Plus de 3 ans = 10 points Jusqu'à dix (10) points</p>		
	Total des points	65			
	Note de passage (70 %) ou nombre de points	43,4			

2.5 Architectes des technologies – Intégrateurs de systèmes – Systèmes existants de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	Note maximale	Échelle de points	Pointage de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitæ [n° de page])
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des dix (10) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'installation, la configuration et le soutien de chacune des composantes suivantes de l'infrastructure JAVA :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rational Software Architect d'IBM • Serveur d'applications WebSphere (WAS) • Déploiement de réseau basé sur le serveur d'applications WebSphere • Serveur à licence flottante • MQMON 	25	<p>Nombre d'années d'expérience avec l'outil :</p> <p>De 5 à 6 ans = 1 point</p> <p>De 6 à 7 ans = 2 points</p> <p>De 7 à 8 ans = 3 points</p> <p>De 8 à 9 ans = 4 points</p> <p>10 ans et plus = 5 points</p> <p>Jusqu'à vingt-cinq (25) points</p>		
C2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours	80	Nombre d'années d'expérience par outil et technologie :		

	<p>des dix (10) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, avec les outils et technologies suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. MQ Series2. Websphere MQ d'IBM3. Production de scripts Ant4. SiteMinder de Computer Associates5. Services Web SOAP6. Services Web RESTFUL7. XSLT8. Développement de modules d'extension Eclipse9. Server Faces de JAVA10. Portails d'entreprises Liferay11. Outils de développement du serveur d'applications WebSphere d'IBM pour Eclipse12. Régulateur de vitesse13. CICS Transaction Gateway14. Subversion15. Jenkins16. SonarQube		<p>De 5 à 6 ans = 1 point</p> <p>De 6 à 7 ans = 2 points</p> <p>De 7 à 8 ans = 3 points</p> <p>De 8 à 9 ans = 4 points</p> <p>9 ans et + = 5 points</p> <p>Jusqu'à quatre-vingts (80) points</p>		
--	---	--	--	--	--

C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des dix (10) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans l'industrie des TI, en utilisant chacun des outils et technologies suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fichiers de stratégie JAVA 2. Modules d'extension JAVA 3. JNDI 4. JMS 5. J2EE 6. CRD 7. JNLP 8. Moteurs de recherche de noms ou de textes 9. Modules d'impression Elixir 10. Outils d'aide à la grammaire 11. Blaze Business ou moteurs de règles comparables (exemple de site) 12. FOP/XLS 	60	<p>Nombre d'années d'expérience par outil et technologie :</p> <p>De 5 à 6 ans = 1 point</p> <p>De 6 à 7 ans = 2 points</p> <p>De 7 à 8 ans = 3 points</p> <p>De 8 à 9 ans = 4 points</p> <p>9 ans et + = 5 points</p> <p>Jusqu'à soixante (60) points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des dix (10) dernières années précédant la date de publication</p>	5	<p>De 1 à 2 ans = 1 point</p> <p>De 2 à 3 ans = 2 points</p>		

	<p>de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans le développement de conceptions et de spécifications pour les systèmes d'accès aux données développés pour DB2.</p> <p>L'entrepreneur doit inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> le nom du ou des projet(s) et sa description une brève description de la manière dont l'outil ou la technologie a été utilisé dans le projet sélectionné 		<p>De 3 à 4 ans = 3 points</p> <p>De 4 à 5 ans = 4 points</p> <p>5 ans et plus = 5 points</p> <p>Jusqu'à cinq (5) points</p>		
C5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au cours des dix (10) dernières années précédant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, en travaillant en tant qu'architecte de technologie/logiciels selon les principes d'intégration liés au cycle de développement de systèmes (Software Development Life Cycle [SDLC]) sur des systèmes de nature législative ou</p>	10	<p>Plus de 1 an à 3 ans = 2 points</p> <p>De 3 à 5 ans = 4 points</p> <p>De 5 à 7 ans = 6 points</p> <p>De 7 + à 10 ans= 8 points</p> <p>Plus de 10 ans = 10 points</p> <p>Jusqu'à dix (10) points</p>		

	ayant une connotation de sécurité nationale.				
C6	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis une expérience, au cours des dix (10) dernières années avant la date de publication de l'ébauche de l'autorisation de tâche, dans la formulation de recommandations liées au changement d'application et d'architecture logicielle dans le cadre de projets de réingénierie informatique qui ont été acceptés et mis en œuvre dans un organisme ou un ministère du gouvernement.	10	De 1 à 2 ans = 1 point De 2 à 3 ans = 2 points De 3 à 4 ans = 5 points De 4 à 5 ans = 7 points De 5 à 6 ans = 9 points Plus de 6 ans = 10 points Jusqu'à dix (10) points		
Total		190			
Seuil minimum (70 %)		133			

2.6 Gestionnaires de projet de niveau 3

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	MAX.	Échelle de points	Pointage de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitae [n° de page])
C1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a obtenu une attestation valide de professionnel de la gestion de projet (PGP) du Project Management Institute (PMI). À cette fin, l'entrepreneur doit inclure une copie de l'attestation.	5	Pas de désignation valable = 0 point Désignation valide de professionnel de la gestion de projet = 5 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée a de l'expérience dans l'élaboration de plans de projet, y compris la définition de la portée, du budget et du calendrier d'exécution du projet.	10	Moins de 5 ans= 0 point De 5 à 7 ans = 2 points De 7 + à 10 ans= 5 points Plus de 10 ans = 10 points		

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	MAX.	Échelle de points	Pointage de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitae [n° de page])
C3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience, au-delà de l'exigence minimale du point M.2, à travailler avec Microsoft Project dans le but de rendre compte des étapes du projet.	10	De 5 à 7 ans = 2 points De 7 + à 10 ans= 5 points Plus de 10 ans = 10 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée a de l'expérience de la gestion des risques, des problèmes et des changements liés au projet.	10	Moins de 5 ans= 0 point De 5 à 7 ans = 2 points De 7 à 10 ans= 5 points Plus de 10 ans = 10 points		
C5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience en interaction avec la haute direction et en communication de l'état	10	Moins de 5 ans= 0 point		

Nom de la ressource proposée : _____					
Numéro	Critères cotés	MAX.	Échelle de points	Pointage de l'entrepreneur	Réponse de l'entrepreneur (Expérience démontrée et référence croisée au curriculum vitæ [n° de page])
	d'avancement, des risques et des problèmes à celle-ci.		De 5 à 7 ans = 2 points De 7 + à 10 ans= 5 points Plus de 10 ans = 10 points		
	Total des points	45			
	Note de passage (70 %) ou nombre de points	31,5			